



MARDI 18 SEPTEMBRE 2018

**"Il n'existe actuellement AUCUN modèle économique sans croissance fonctionnel.
Même les prix Nobel d'économie n'en connaissent pas."**

- ▶ **Débat européen sur la notion de post-croissance** (Michel Sourrouille) p.2
- ▶ **[Mystification:] Europe : ne plus dépendre de la croissance** p.3
- ▶ **Un avenir entièrement renouvelable** (Jean-Marc Jancovici) p.5
- ▶ **Atteindre des limites dans un monde fini** (Gail Tverberg) p.6
- ▶ **Terre : mise à jour Gaïa 2.0 ?** (Sylvestre Huet) p.13
- ▶ **Transition énergétique : alerte aux journalistes partisans !** (Michel Guay) p.18
- ▶ **La fonte du pergélisol menace la lutte contre le réchauffement climatique** p.20
- ▶ **L'humanité vient de connaître son année la plus sombre depuis plus de dix ans** p.21
- ▶ **Ces pays où nous ne pourrions bientôt plus vivre à cause de la chaleur** p.24

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Selon JP Morgan, la prochaine crise aura lieu en 2020** p.28
- ▶ **La « mission suicide » de l'économie américaine** (Bill Bonner) p.30
- ▶ **Guerre commerciale et guerre des nerfs** (Simone Wapler) p.32
- ▶ **Trump détruit le système d'après 1971.** (Bruno Bertez) p.36
- ▶ **Après-Lehman : deux leçons apprises, une leçon perdue** p.40
- ▶ **Le capitalisme est-il devenu obscène ?** (Michel Santi) p.42
- ▶ **« Macron... pisse dans un violon !! »** (Charles Sannat) p.43



Je me suis fait une nouvelle amie: la guêpe des bois. Mais qu'est-ce que c'est dangereux.

[Blague du jour. Texte idiotologique total.]

Europe : ne plus dépendre de la croissance

**Par un groupe d'intellectuels et d'universitaires — 16 septembre 2018 Liberation.fr/
[NYOUZ2DÉS: Il n'existe actuellement AUCUN modèle économique sans croissance
fonctionnel. Même les prix Nobel n'en connaissent pas. Alors, j'ai hâte de connaître celui
qu'ils proposent, basé sur des investissements à perte perpétuels.]**



Le Parlement européen, à Bruxelles. Photo Frederick Florin. AFP

A l'occasion de la conférence «Post-Growth» qui se tiendra à Bruxelles à partir de mardi, un groupe d'universitaires de toute l'Europe appelle à revenir sur le dogme de la croissance, devenu incompatible avec la contrainte écologique et le bien-être des peuples.

- **Europe : ne plus dépendre de la croissance**

Cette semaine, scientifiques, politiques et décideurs se réunissent à Bruxelles pour une conférence historique (les 18 et 19 septembre au Parlement européen de Bruxelles). Le but de cet événement, organisé par des membres du Parlement issus de cinq partis politiques différents, de concert avec des syndicats et des ONG, est d'explorer la possibilité d'une «économie post-croissance» en Europe.

Au cours des sept décennies passées, la croissance du PNB s'est dressée comme l'objectif économique premier des nations européennes. Mais si nos économies ont grandi, l'impact négatif sur l'environnement a augmenté en rapport. Nous dépassons maintenant l'espace de fonctionnement sécurisé pour l'humanité sur cette planète, et il n'y a aucun signe que l'activité économique soit en cours de découplage, à l'échelle qui serait requise, avec l'usage des ressources ou la pollution. Aujourd'hui, résoudre les problèmes sociaux au sein des nations européennes ne demande pas plus de croissance. Cela implique une distribution plus juste du revenu et de la richesse que celle que nous pouvons observer.

La croissance devient aussi plus difficile à atteindre du fait du déclin des gains de productivité, de la saturation des marchés et de la dégradation écologique. Si les tendances actuelles persistent, la croissance pourrait s'arrêter, pour toujours en Europe dans moins d'une décennie. Aujourd'hui, la réponse consiste principalement à essayer de relancer la croissance par la dette, l'affaiblissement des réglementations environnementales, l'extension des heures de travail et des coupes dans les systèmes de protection sociale. Cette recherche agressive de la croissance à tout prix divise la société, crée de l'instabilité économique et affaiblit la démocratie.

Les élites ne se sont pas engagées sur ces questions, du moins jusqu'à présent. Le projet «Au-delà du PIB» («Beyond GDP») de la Commission européenne est devenu le «PIB et au-delà» («GDP and Beyond»), ce qui remet le PIB au centre. Le mantra officiel demeure la croissance - corrigée comme «soutenable», «verte» ou «inclusive» - mais d'abord et avant tout, la croissance. Même les nouveaux objectifs de développement durable de l'ONU incluent la poursuite de la croissance comme l'un des buts pour tous les pays, en dépit de la contradiction fondamentale entre croissance et soutenabilité.

La bonne nouvelle est qu'au sein de la société civile et du monde universitaire, un mouvement post-croissance a émergé. Il porte différents noms suivant les lieux : décroissance, *Postwachstum*, *steady-state* ou *doughnut economics*, *prosperity without growth*, pour n'en nommer que quelques-uns. Depuis 2008, des conférences régulières sur la décroissance ont réuni des milliers de participants. Une nouvelle initiative globale, l'Alliance des économies du bien-être (Wellbeing Economies Alliance ou «WE-All», «Nous-Tous»), établit des connexions entre ces mouvements, tandis qu'un réseau de recherche européen développe de nouveaux «modèles macroéconomiques écologiques». Ces travaux suggèrent qu'il est possible d'améliorer la qualité de vie, de restaurer le monde vivant, de réduire les inégalités et de fournir des emplois en nombre suffisant sans recourir à la croissance économique, à partir du moment où des politiques publiques nous permettent de nous sortir de notre dépendance actuelle à la croissance.

Parmi les mesures proposées, des limites sur l'usage des ressources, des dispositions fiscales agressives pour endiguer la marée montante des inégalités, et une réduction graduelle du temps de travail. Les tendances dans l'usage des ressources pourraient être inversées par une taxe carbone dont le revenu pourrait être utilisé comme un revenu de base ou pour financer des programmes sociaux. Introduire à la fois un revenu de base et un revenu maximal réduirait encore plus les inégalités, tout en aidant à redistribuer le travail social et en réduisant les inégalités de pouvoir qui affaiblissent la démocratie. Les nouvelles technologies pourraient être utilisées pour réduire le temps de travail et améliorer la qualité de vie, au lieu de conduire à licencier en masse et augmenter les profits d'un petit nombre de privilégiés.

Etant donné l'ampleur des enjeux, il serait irresponsable que les acteurs politiques et décideurs n'explorent pas les possibilités d'un avenir post-croissance. La conférence qui se tient à Bruxelles est un coup d'envoi prometteur, mais des engagements bien plus importants sont nécessaires.

En tant que groupe de scientifiques concernés, travaillant tant dans les domaines des sciences naturelles que sociales, et issu des 28 nations européennes, nous appelons l'UE, ses institutions et Etats membres à :

- 1) mettre en place une commission spéciale sur les avènements post-croissance au niveau du Parlement européen. Cette commission doit débattre activement de l'avenir de la croissance, proposer des politiques publiques alternatives et reconsidérer la poursuite de la croissance en tant qu'objectif politique général ;
- 2) incorporer des indicateurs alternatifs dans le cadre macroéconomique de l'UE et de ses Etats membres. Les politiques économiques doivent être évaluées en fonction de leur impact sur le bien-être humain, l'usage des ressources, les inégalités et la propension à favoriser des emplois décents. Ces indicateurs doivent avoir une priorité supérieure au PIB dans la prise de décision ;

3) transformer le pacte de stabilité et de croissance (PSC) en un pacte de stabilité et de bien-être. Le PSC est un jeu de règles visant à limiter les déficits gouvernementaux et la dette nationale. Il doit être révisé pour permettre aux Etats membres de répondre aux besoins fondamentaux de leurs citoyens, tout en réduisant l'usage des ressources et la production de déchets pour les ramener à un niveau soutenable ; 4) établir dans chaque Etat membre un «ministère de la Transition économique».

Une nouvelle économie axée principalement sur le bien-être humain et écologique peut offrir un avenir meilleur que celui qui dépend structurellement de la croissance économique.

Premiers signataires : D^r Dan O'Neill, Associate Professor, University of Leeds, Royaume-Uni ; D^r Federico Demaria, Researcher, Universitat Autònoma de Barcelona, Espagne ; D^r Giorgos Kallis, Professor, Universitat Autònoma de Barcelona, Espagne ; D^r Kate Raworth, Lecturer, Oxford University, Royaume-Uni ; D^r Tim Jackson, Professor, University of Surrey, Royaume-Uni ; Dr Jason Hickel, Lecturer, Goldsmiths, University of London, Royaume-Uni ; Dr Marta Conde, President of Research & Degrowth, Espagne.

Et parmi les premiers signataires français: Serge Latouche, Professeur émérite, Université Paris Sud , Dominique Méda, Professeur, Université Paris Dauphine, Jean Gadrey, Professeur, Université deLille, Aurore Lalucq, Co-Directrice, Institut Veblen, François Schneider, Chercheur, Research & Degrowth, Fabrice Flipo, Professeur, Institut Mines Télécom-BS et LCSP Paris 7 Diderot, Geneviève Azam, Professeur, Université Jean Jaurès, Vincent Liegey, chercheur et co-auteur d'Un Projet de Décroissance (Editions Utopia)...

[Un avenir entièrement renouvelable](#)

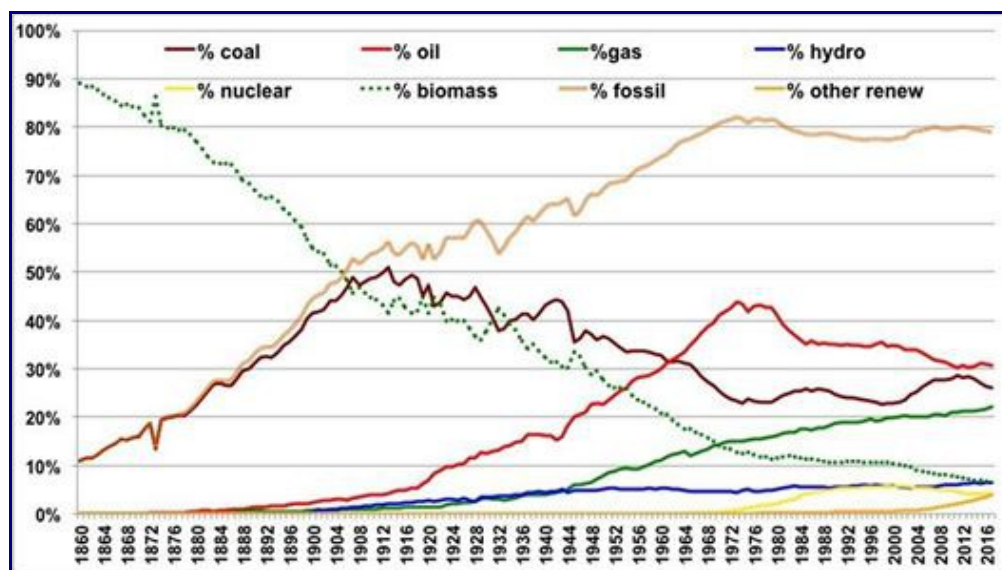
Jean-Marc Jancovici 18 septembre 2018 de son site facebook

Jean-Marc Jancovici :

« Lorsque nous souhaitons un avenir entièrement renouvelable, nous oublions souvent qu'un monde 100% renouvelable est précisément celui d'où nous venons. Il y a trois siècles, toute notre énergie était renouvelable (le vent pour les éoliennes et les bateaux, la biomasse pour les chevaux et les bœufs et les premières fabriques métallurgiques, les moulins à eau, etc.). La «révolution industrielle» était en réalité l'augmentation de la part des combustibles fossiles dans le total, comme on peut le voir ci-dessous (part de chaque énergie dans le total mondial, données de Shilling et al, Smil, BP Statistical Review). Depuis le premier choc pétrolier, et malgré la montée du nucléaire puis des énergies renouvelables, la part des combustibles fossiles a cessé d'augmenter... mais n'a pas diminué.

Le faire pour de vrai entraînera des changements massifs partout (contraction de la taille des villes, du pouvoir d'achat, de la taille des entreprises et de la structure des emplois), sans quoi cela entraînera un bouleversement climatique massif. Quel beau défi ... qui ne mérite encore que 1% de l'argent consacré aux rachats d'actions ! »

(publié par J-Pierre Dieterlen)



Atteindre des limites dans un monde fini

Par Gail Tverberg 6 mai 2013

En général, on n'y pense pas, mais il est un fait que nous vivons dans un monde fini, c'est-à-dire qui n'est pas infini. En d'autres termes, en théorie, on pourrait précisément compter le nombre d'atomes qui constituent la Terre. En théorie, on pourrait aussi compter le nombre d'humains qui vivent sur Terre, et le nombre d'individus des autres espèces qui, à un instant donné, vivent sur Terre.

Dans un monde fini, il y a nécessairement un moment où l'on commence à atteindre des limites. Aujourd'hui, le nombre de personnes qui vivent dans le monde est d'environ sept milliards. On pourrait sans doute en ajouter un peu plus, mais jusqu'à combien pourrait-on aller ? Qu'est-ce qui limite notre capacité à augmenter encore le nombre de personnes qui vivent dans notre monde actuel ?

Quand une population est trop nombreuse, cela « se transforme » en une limite énergétique et financière

Parmi les raisons assez évidentes qui pourraient limiter la population mondiale, il y a la quantité disponible d'eau potable. Sans une quantité suffisante d'eau potable, on ne peut pas continuer à faire croître la population.

Néanmoins, il est possible d'augmenter la quantité d'eau potable disponible, par exemple en augmentant le nombre d'usines de dessalement d'eau. Et ce n'est pas la seule manière d'obtenir de l'eau potable : il en existe de nombreuses autres. Pour donner un exemple extrême, on pourrait par exemple faire fondre de la glace de l'Antarctique et l'importer par bateau. N'importe laquelle de ces solutions exigerait de l'énergie sous une forme adaptée – soit pour faire fonctionner l'usine de dessalement, soit pour faire fondre la glace et la transporter par bateau. Par conséquent, il est possible, au moins dans un avenir prévisible, de contourner la pénurie d'eau potable dès lors qu'il existe une quantité suffisante d'énergie disponible sous la bonne forme.

Un autre détail pas vraiment négligeable est à prendre en compte : obtenir de l'eau douce en dessalant l'eau de mer ou en important de la glace fondue de l'Antarctique doit être suffisamment peu coûteux pour que les consommateurs d'eau potable puissent se permettre de la payer. Et pour que ce soit le cas, la bonne forme d'énergie doit être extrêmement peu coûteuse.

On peut également penser à d'autres types de limites à la croissance démographique : par exemple, les limites au dioxyde de carbone. En théorie, il existe des moyens de contourner ces limites. Par exemple, en supposant que les projets de recherche actuels aboutissent, on pourrait construire des installations de capture et de séquestration du carbone et modifier nos centrales électriques pour qu'elles capturent le dioxyde de carbone qu'elles émettent et le stockent sous terre.

Là encore, il existe des limites énergétiques et des limites sur les coûts. Le carbone a une masse unitaire de 12, tandis que le dioxyde de carbone a une masse unitaire de 44. De ce fait, si l'on crée du dioxyde de carbone à partir de charbon, le dioxyde de carbone que l'on produit est beaucoup plus lourd et volumineux que le charbon que l'on a brûlé pour produire l'électricité. Il faudra **beaucoup** d'énergie pour stocker ce gaz sous terre dans un endroit adapté. Nous avons donc là un autre problème, qui peut être traité si l'on dispose de suffisamment d'énergie disponible qui soit à la fois bon marché et sous la bonne forme.

Pour presque tous les types d'obstacles à la croissance démographique auxquels on peut penser, il existe un contournement qui repose sur de l'énergie. Les humains seront-ils nombreux au point que la transmission de maladies devienne un problème ? Des solutions de contournement existent : de meilleures stations de traitement et d'épuration de l'eau, en particulier dans les régions les plus pauvres du monde ; plus de vaccins ; des hôpitaux plus nombreux et plus performants ; des antibiotiques pour tous ceux qui en ont besoin. Ces solutions nécessitent elles aussi de consommer de l'énergie, en plus de consommer d'autres produits (qui, eux-mêmes, exigent de l'énergie pour être fabriqués et acheminés). La difficulté est de rendre ces produits abordables pour ceux qui en ont besoin.

Lorsque le problème est celui de disposer d'une quantité de nourriture insuffisante, par exemple à cause de sols dégradés, il existe là encore des solutions de contournement, qui reposent sur l'énergie. On peut importer de la nourriture produite ailleurs. On peut utiliser davantage d'engrais et d'amendements du sol (soit fabriqués à partir de combustibles fossiles, soit transportés en brûlant des combustibles fossiles). On peut avoir recours à l'irrigation, qui repose sur l'utilisation de fioul ou d'électricité, pour pomper de l'eau jusqu'à des régions trop sèches, et ainsi augmenter la production alimentaire par hectare. Dans certains cas, on pourra créer des sols artificiels et faire pousser des plantes dans des serres – ce qui là encore exigera beaucoup d'énergie. La question est à chaque fois de savoir si les consommateurs pourront se permettre de payer pour la nourriture produite avec ce procédé plus gourmand en énergie.

Le problème que posent des approvisionnements de ressources dégradés

Parfois, les approvisionnements de ressources qui sont dégradés finissent par s'épuiser – par exemple, un aquifère qui finit à sec. Cependant, en général, ce qui se passe, c'est que l'extraction des ressources devient de plus en plus chère à mesure que l'on s'approche de limites. Nous avons tendance à extraire en premier les ressources les plus faciles (et donc les

moins chères) à extraire. Ces ressources sont celles qui ont la meilleure qualité, et qui sont situées dans les endroits les plus faciles d'accès. Une fois ces ressources épuisées, nous passons ensuite à des ressources plus coûteuses à extraire. Ce schéma s'applique à de nombreux types de ressources, y compris les minerais utilisés pour obtenir métaux, pétrole, gaz, charbon ou uranium.

Quand on analyse un certain type de ressource, mettons l'uranium, on constate que la quantité de ressource disponible ne fait qu'augmenter avec le temps. Le problème, c'est que le coût de son extraction ne fait lui aussi qu'augmenter, parce que le minerai est de moins en moins concentré, ou qu'il est situé dans des endroits de plus en plus difficiles d'accès, voire que d'autres problèmes se posent.

La figure 1 illustre cette situation, sous la forme d'un triangle dont le côté bas est en pointillés, parce que la limite de la quantité disponible est incertaine. Cette limite, en fait, est une limite sur le coût. Il y a un moment où la ressource devient si coûteuse que les consommateurs ne peuvent plus se permettre d'acheter les produits fabriqués à partir de celle-ci.

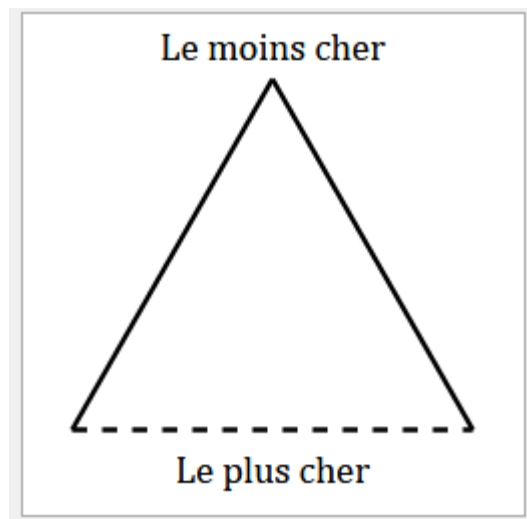


Figure 1. Le triangle de ressources, avec une ligne en pointillés indiquant un seuil financier dont la position est incertaine.

Les entreprises commencent par se trouver en haut de ce triangle, et par extraire la moindre ressource dont elles ont besoin. Il leur est possible de « voir » un peu devant elles si elles regardent vers le bas du triangle. Année après année, elles publieront des réserves qui ne cessent d'augmenter, parce que le triangle ne cesse de s'élargir là où elles se trouvent, même si ces réserves sont de moindre qualité et que l'extraction d'une même quantité de ressource est de plus en plus gourmande en énergie. La question qui se pose est alors de savoir si les clients pourront réellement se permettre de s'acheter les produits fabriqués grâce à ces ressources plus coûteuses à extraire.

L'énergie vue de manière plus globale

L'énergie est quelque chose d'assez incroyable. C'est ce qui permet d'effectuer le moindre travail, allant de la fabrication à la main d'un pot en argile, à la cuisson d'un gâteau, la création d'une usine de capture et de séquestration du carbone. Les humains sont eux-mêmes capables de produire de l'énergie grâce à la nourriture qu'ils mangent. Mais ils sont aussi capables de

démultiplier l'énergie produite par leur corps avec de l'énergie provenant d'autres sources, comme par exemple la combustion de la biomasse. Les humains ont appris à brûler de la biomasse il y a très longtemps, il y a plus d'un million d'années.

Si les humains étaient à l'image des autres grands primates, la population humaine mondiale ne serait constituée que de 100 000 à 200 000 individus, et non 7 milliards. Nous vivrions dans un endroit pour lequel nous sommes biologiquement adaptés, probablement une partie très chaude de l'Afrique. La population humaine est devenue beaucoup plus nombreuse, parce qu'une fois que nous avons appris à contrôler le feu, nous avons pu nous installer dans des régions du monde qui, sinon, auraient été trop froides ou trop sèches pour vivre, et nous avons pu accroître la densité de notre population grâce aux techniques liées à l'énergie que nous avons développées.

L'une des choses que nous avons apprises fut de cuire notre nourriture, ce qui comportait de nombreux avantages. À l'inverse des grands singes, nous n'étions plus obligés de passer littéralement la moitié de notre journée à mastiquer notre nourriture. Cela nous libéra du temps pour d'autres activités, comme fabriquer des outils, chasser ou fabriquer des vêtements. Cela a aussi permis au corps humain d'évoluer pour nous permettre d'avoir un plus gros cerveau et un appareil digestif plus petit. Progressivement, nous avons utilisé notre meilleur cerveau pour développer d'autres techniques, comme par exemple fabriquer des outils de pierre durcis au feu, pour les rendre plus coupants que les autres outils en pierre, et apprendre aux chiens à nous aider à trouver notre nourriture. Toutes ces approches utilisant de l'énergie externe ont permis aux humains de démultiplier leur propre approvisionnement en énergie provenant de la nourriture avec un approvisionnement énergétique provenant d'autres sources, et ainsi de disposer d'un avantage sur les autres animaux.

Les humains ont pu voir leur prospérité augmenter et leur population croître à mesure qu'ils apprenaient à utiliser, en quantités croissantes, de l'énergie provenant de sources extérieures. Parmi les sources d'énergie dont nous avons pris le contrôle, il y a les plantes et animaux domestiqués, ce qui a facilité l'agriculture. Il y a 2 000 ans, la population mondiale atteignait 200 millions d'individus, soit plus de 1 000 fois la taille de la population humaine qui existait avant que les humains ne commencent à démultiplier l'énergie de leurs muscles par des approvisionnements extérieurs en énergie, et qu'ils ne rendent ainsi la croissance de la population mondiale possible.

Les combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz naturel) sont devenus courants il y a environ 200 ans, et dès lors, la population humaine s'est mise à croître très rapidement. En fait, quand on trace un graphe de l'évolution de la taille de la population humaine, on constate qu'elle a commencé à exploser précisément au moment où l'on a commencé à utiliser massivement des combustibles fossiles.

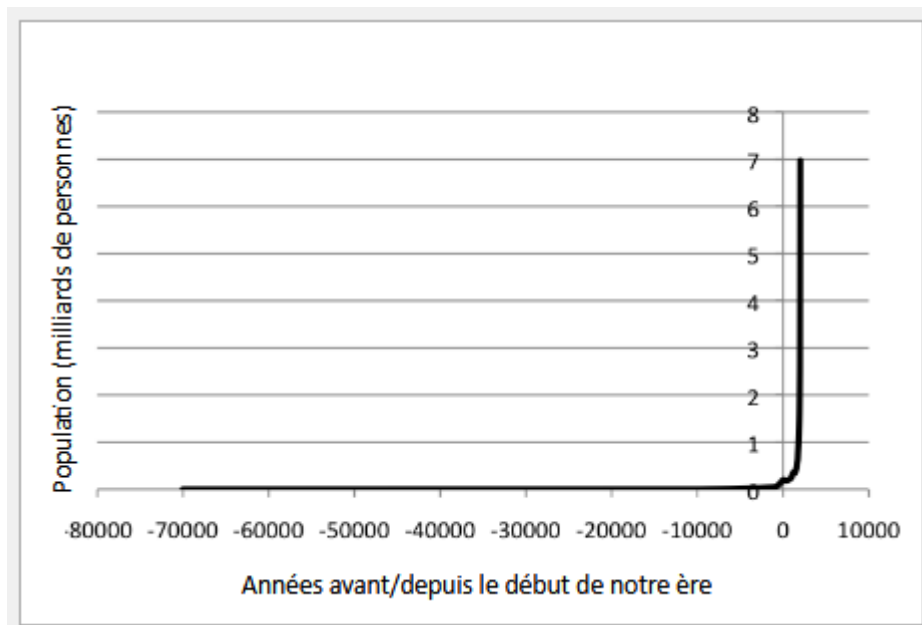


Figure 2. Population mondiale basée sur les données de « Atlas of World History », McEvedy et Jones, Penguin Reference Books, 1978 et Wikipedia-World Population.

La consommation de combustibles fossiles n'a pas augmenté de soi. Cette hausse a été facilitée par le développement de meilleures technologies, qui ont fourni un vecteur pour utiliser ces combustibles. La hausse de l'endettement a également facilité la consommation de combustibles fossiles : les acheteurs potentiels ont ainsi pu se permettre d'acheter les nouveaux produits qui étaient en cours de développement, et les entreprises spécialisées dans l'extraction d'énergie ont pu obtenir les fonds dont elles avaient besoin pour réaliser leur travail.

Notre capacité à réaliser du travail physique à l'aide de travail humain est assez limitée. Par exemple, si des humains veulent creuser un puits pour récupérer de l'eau, ils ne pourront guère creuser au-delà de 6 ou 7 mètres sans l'aide d'une machine destinée à cet effet. Avec un système de forage mécanique, généralement alimenté avec du pétrole, il devient possible de creuser rapidement et à moindre coût un puits de plusieurs centaines de mètres de profondeur.

Autre exemple : si l'on veut transporter des marchandises sur de longues distances sans énergie extérieure, tout ce que l'on pourra faire sera de pousser un chariot à la vitesse à laquelle il nous est possible de marcher. Le pétrole, ou n'importe quel autre combustible moderne, permettent de transporter à faible coût, et sur de grandes distances, des marchandises.

Ajouter de l'énergie extérieure dans le processus modifie ses coûts. Ce changement des coûts peut se manifester de deux manières :

1. Les coûts sont généralement réduits quand il est possible de remplacer de l'énergie humaine par de l'énergie des combustibles fossiles, ou de l'électricité obtenue à partir de n'importe quelle source. Cela offre une plus grande démultiplication de l'énergie des autres êtres humains qui effectuent le « travail ».
2. Les coûts ont tendance à croître à mesure que croît le coût de la source d'énergie exploitée par le point (1). Cette hausse des coûts se produit quand on se rapproche des limites du monde fini, en partie parce que l'extraction provient de ressources de plus en plus proches de l'épuisement (c'est-à-dire de plus en plus éloignées de la pointe supérieure du triangle de ressources dans la figure 1), et en partie parce que nous faisons

face à de plus en plus de problèmes de pollution, à l'image du puits de pétrole en mer Deepwater Horizon qui a explosé dans le golfe du Mexique en 2010. Limiter les problèmes de pollution a également un coût qui accroît les coûts de l'énergie.

Jusqu'à, en gros, l'an 2000, cette lutte acharnée entre baisse et hausse des coûts avait plutôt des conséquences positives. Une quantité sans cesse accrue d'énergie fossile était utilisée en substitution à de l'énergie humaine, ce qui réduisait les coûts. Comme on l'a vu précédemment, une meilleure technologie et un endettement accru cherchant à rendre possible cette substitution ont eux aussi joué un rôle.

Ces dernières années, les conséquences de cette lutte acharnée ont commencé à s'inverser. Les coûts, en particulier ceux de l'énergie pétrolière, ont eu tendance à croître beaucoup plus vite que les coûts en général (figure 3). Cela a provoqué de nombreuses perturbations au sein de l'économie, en rendant les pays qui utilisaient beaucoup de pétrole moins compétitifs sur les marchés mondiaux, et en réduisant leurs taux de croissance économique, en particulier parmi les pays qui n'arrivaient plus à restaurer leur compétitivité. Le coût accru des produits pétroliers a réduit le revenu disponible des habitants, poussant ces pays à la récession et à augmenter leur déficit public.

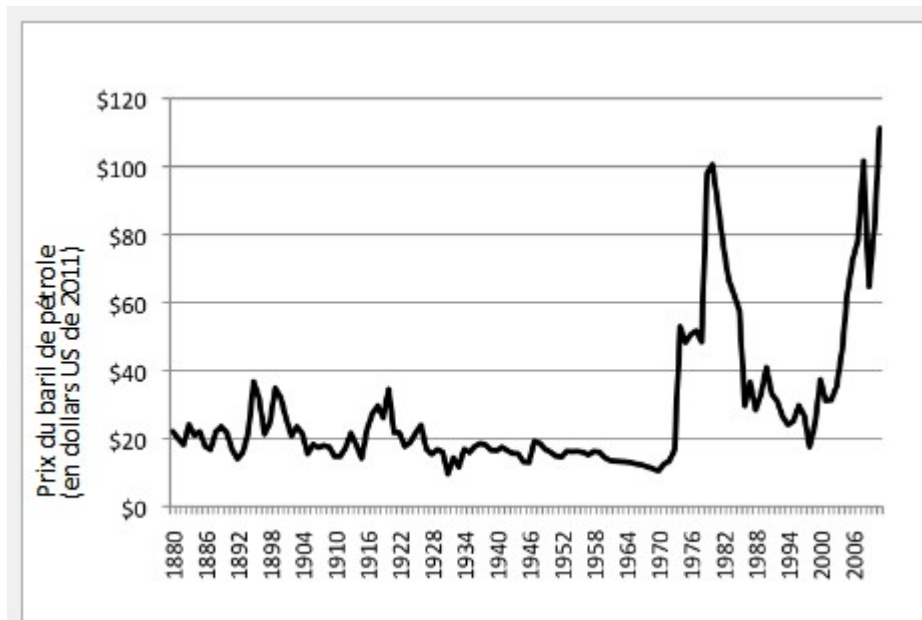


Figure 3. Prix du pétrole d'équivalent Brent en dollars courants, d'après des données du BP *Statistical Review of World Energy 2012*.

Au cours des années à venir, on peut s'attendre à ce que cette lutte acharnée sur les coûts penche de plus en plus du côté de coûts toujours plus élevés, du fait des conséquences toujours plus importantes des limites dues à la finitude du monde. Cela aura tendance à pousser de plus en plus les économies vers la récession.

Notre système financier a été bâti en supposant que la croissance économique continuerait indéfiniment. Le risque est grand que l'influence récessive des coûts élevés du pétrole finisse par faire s'écrouler l'économie actuelle. Une analyse récente de Peter Turchin et de Sergey Nefedov (*Secular Cycles*, Princeton University Press, 2009) nous apprend que, dans l'histoire, quand les civilisations se sont effondrées, cela s'est produit pour des raisons financières, car le fonctionnement des structures politiques devenait trop coûteux par rapport à ce que les

habitants pouvaient financer par l'impôt. Le risque que l'économie actuelle connaisse le même sort semble grand.

Pourquoi il semble que je sois la seule à faire un tel diagnostic ?

Il est difficile de rattacher à une seule discipline le fait d'atteindre les limites liées à la finitude du monde. Cela explique pourquoi les chercheurs qui se focalisent sur un domaine de recherche bien spécifique ont tendance à passer à côté.

L'analyse qui s'est approchée le plus de ce diagnostic est celle du livre *Les limites à la croissance* (*The Limits to Growth*, Donella Meadows et al., Universe Books, 1972). Mais elle a manqué la cible, car elle est passée à côté du lien entre dette et limites à la croissance. (Son modèle n'était évidemment pas censé tout couvrir.) Des analyses plus récentes cherchant à prolonger ces travaux sont tout autant passées à côté du lien avec la dette, ce qui a eu pour effet de repousser la date probable de l'effondrement que donnaient ces analyses.

Une grande confusion existe sur ce que signifient réellement les limites, comme par exemple celles sur le pétrole. Beaucoup de gens croient qu'une hausse des réserves de pétrole (qui est une quantité fixée une fois pour toutes quand le problème est celui de coûts d'extraction du pétrole sans cesse accrus, comme l'illustre la figure 1) signifie que nos problèmes de pétrole sont résolus. Notre problème n'est pas un manque de réserves de pétrole ; notre problème, c'est que le prix de vente ne doit pas cesser d'augmenter, pour couvrir à la fois les coûts croissants de l'extraction et la dépendance des États envers leurs recettes fiscales. Cette hausse des prix de vente rend le pétrole de moins en moins **abordable** avec le temps, et c'est là notre véritable problème.

Même quand le prix du pétrole baisse, ce n'est pas forcément bon signe. Cela peut vouloir dire que pour certaines entreprises qui extraient du pétrole, creuser de nouveaux puits va devenir inabordable, car avec ce prix plus bas, la production ne sera plus assez rentable. Cela peut aussi vouloir dire que pour certains pays exportateurs de pétrole, les recettes fiscales tirées de l'exploitation pétrolière vont devenir insuffisantes pour pouvoir financer les programmes publics qui préviennent les révoltes populaires (des subventions alimentaires, par exemple).

Atteindre les limites dans un monde fini est un problème effrayant. Le livre *Limits to Growth* n'a pas été bien reçu quand il a été publié. Les gouvernements ont fait tout leur possible pour éviter le problème. Aucun président ou premier ministre n'aimerait annoncer que « nous avons un problème et nous n'avons aucun moyen de le résoudre ».

En quoi serais-je à même de pouvoir éclairer sur les véritables conséquences des limites liées à la finitude du monde ?

Mon parcours est celui d'une actuaire en dommages, chargée de faire des prévisions financières pour des compagnies d'assurance. J'ai donc commencé par faire un peu de finance, sans avoir connu l'habituel « lavage de cerveau » que subissent tous ceux qui ont étudié l'économie selon les préceptes des économistes actuels. Cela m'a permis d'acquérir une grande expérience en matière de recherche de bases de données accessibles au grand public, de construction de graphes, d'élaboration d'analyses et d'explication de mes résultats à un large auditoire.

Je me suis intéressée à la question des limites au pétrole et des conséquences que ces limites

pourraient avoir en lisant le livre de Jeremy Leggett *Empty Tank: Oil, Gas, Hot Air, and the Coming Global Financial Catastrophe* (Random House, 2005). Le point de vue qu'il y développe est le point de vue traditionnel du « pic pétrolier », qui est proche du mien, mais pas totalement identique.

Lire le livre de Leggett a touché une corde sensible chez moi parce que j'avais déjà une expérience de première main, acquise sur la période 1973–1974, des conséquences que pouvaient avoir des prix élevés du pétrole sur les compagnies d'assurance. En 1973, j'étais l'actuaire d'une petite compagnie d'assurance qui a fini par faire faillite, au moins en partie à cause des conséquences indirectes de la hausse des prix du pétrole. Dans la mesure où je rendais compte directement au président de la société, j'ai pu assister en direct aux ravages que des prix élevés du pétrole pouvaient provoquer sur le monde de la finance.

Après avoir lu le livre de Leggett, j'ai commencé à étudier le problème de mon côté. J'ai écrit un [article à destination des dirigeants d'assurances début 2006](#) et [un autre article à destination des actuaires début 2007](#). En mars 2007, j'ai décidé de prendre ma retraite de manière anticipée, et de travailler à plein temps sur ces sujets.

J'ai créé mon propre blog Web, OurFiniteWorld.com en mars 2007. J'ai rapidement été invitée à contribuer au site TheOilDrum.com, sur lequel j'ai rédigé des articles sous le pseudo de « Gail the Actuary », et grâce auquel j'ai été en contact avec de nombreuses personnes intéressées par le problème de l'approvisionnement limité en pétrole.

Pour résumer cette longue histoire, au cours des dernières années, j'ai été en contact et j'ai échangé avec les chercheurs qui ont découvert au moins une partie du récit des limites pétrolières et énergétiques. Les articles de mon blog m'ont également permis d'obtenir de nombreuses informations utiles, en particulier, de la part de lecteurs, des suggestions de livres universitaires qui pourraient m'être utiles.

À présent, mes travaux sont eux aussi publiés dans des revues scientifiques. J'ai écrit un article intitulé « Limites à l'approvisionnement en pétrole et crise financière persistante », ([Oil Supply Limits and the Continuing Financial Crisis](#)), publié dans la revue *Energy* en janvier 2012. À ce jour, cet article a été cité 10 fois. J'ai également été coautrice de « Une analyse de l'approvisionnement en charbon de la Chine et ses conséquences sur la croissance économique future de la Chine » ([An analysis of China's coal supply and its impact on China's future economic growth](#), *Energy Policy*, juin 2013). Ma publication la plus récente est un article intitulé « Questions financières affectant la sécurité énergétique » (*Financial Issues Affecting Energy Security*) dans le livre à paraître *Energy Security and Development – The Changing Global Context* (B. S. Reddy et S. Ulgiati Eds., Cambridge Scholars Publishing, 2013).

Terre : mise à jour Gaïa 2.0 ?

Sylvestre Huet 14 septembre 2018

SUSTAINABILITY

Gaia 2.0

Could humans add some level of self-awareness to Earth's self-regulation?

By Timothy M. Lenton¹ and Bruno Latour²

According to Lovelock and Margulis's Gaia hypothesis, living things are part of a planetary-scale self-regulating system that has maintained habitable conditions for the past 3.5 billion years (1, 2). Gaia has operated without foresight or planning on the part of organisms, but the evolution of humans and their technology are changing that. Earth has now entered a new epoch termed

¹Global Systems Institute, University of Exeter, Exeter EX4 4QE, UK; ²Sciences Po, 75337 Paris Cedex 07, France. Email: t.m.lenton@exeter.ac.uk

the Anthropocene (3), and humans are beginning to become aware of the global consequences of their actions. As a result, deliberate self-regulation—from personal action to global geoengineering schemes—is either happening or imminently possible. Making such conscious choices to operate within Gaia constitutes a fundamental new state of Gaia, which we term Gaia 2.0. By emphasizing the agency of life-forms and their ability to set goals, Gaia 2.0 may be an effective framework for fostering global sustainability.

At first sight, the potential for a successful Gaia 2.0 does not seem promising. Despite large-scale mobilization of scientists, activists, and citizens, large parts of the human population are indifferent to the Anthropocene, and many deny anthropogenic climate change (4). In addition, there is no proof that consciousness in this context is anything but the belated and retrospective realization that mistakes had been made and might be partially redressed. Indeed, the first formulation of the Gaia hypothesis (1) is almost exactly contemporary with

The commercial Earth observation satellite WorldView-4 has been providing high-resolution imagery since its launch in 2016 from Vandenberg Air Force Base in California.

what is now seen as the start of the Anthropocene (3). Furthermore, the examples of social Darwinism, sociobiology, and dialectical materialism suggest that drawing political lessons from nature is problematic.

Nevertheless, it is important to have a second look at the connection between the original Gaia concept and a possible Gaia 2.0, because the original Gaia has many traits that were not detectable in earlier notions of nature associated with the development of Western civilization. Before the Anthropocene, Western societies saw themselves as the only conscious agents in a passive material environment. Today, they must cope with the brutal reactions of living organisms that are continually reshaping their surroundings, creating in part their own conditions for survival (4, 5). Gaia thus establishes a new continuity between humans and nonhumans that was not visible before—a relation

Dans un article (1) paru ce matin dans la revue *Science*, le géoscientifique [Timothy Lenton \(Université d'Exeter\)](#) s'est joint au philosophe [Bruno Latour](#) (Sciences-Po, Paris) pour proposer « d'upgrader » le logiciel de la Terre. De passer de Gaïa 1.0 à Gaïa 2.0.

Gaïa ? C'est cette théorie/idée proposée par James Lovelock et Lynn Margulis (2) en 1972 et 1974. Pour ces deux scientifiques, l'habitabilité de la Terre – sa capacité à héberger la vie – n'est pas une propriété géophysique, ou pas seulement, mais un processus auquel la vie participe nécessairement. Par des boucles de rétroactions qui permettent aux conditions physico-chimiques indispensables à la vie, dont la température ou la composition de l'atmosphère, de se maintenir malgré les transformations internes et les chocs externes (évolution du Soleil, arrivée d'une comète...).



Une conscience à l'oeuvre

Une version extrémiste de cette théorie, aux relents religieux, prétend qu'il y aurait là une « conscience » à l'oeuvre, dans la Nature. La version moins forte, consistant à « faire comme si », et considérer le système Terre comme un être vivant, n'a pas été adoubée dans les laboratoires de géosciences. Et [le mauvais esprit signale qu'on est passé pas loin de la fin lors des glaciations presque totales des épisodes de la Terre boule de neige – ou Snowball Earth – il y a 700 millions d'années](#)). En revanche, l'étude de ces rétroactions et des [flux et cycles](#)

biogéochimiques s'est révélée précieuse pour comprendre l'écosystème Terre dans sa globalité.

Mais ce débat se termine. Car, notent Lenton et Latour, avec l'émergence d'une espèce humaine dont la technologie et le nombre lui permettent d'agir comme une force géologique – au point de provoquer l'irruption d'une nouvelle ère géologique, l'Anthropocène – cette question de la conscience ne se pose plus. Elle est là. Mais la conscience que nous avons d'être devenu cette force géologique va-t-elle se traduire en une mise à jour du logiciel de la Terre ? Un Gaïa 2.0 où l'espèce humaine va assumer consciemment son rôle de gestionnaire de l'habitabilité de la planète ?

Hétérarchie

Pour ce faire, assurent les deux auteurs, il faut s'inspirer de trois traits de Gaïa 1.0 qui ont pu passer inaperçus de la vision occidentale de la nature, où l'espèce humaine est seule consciente parmi les autres agents, passifs : l'autotrophie, les réseaux et l'hétérarchie.

L'autotrophie ? A l'échelle de la planète, il n'y a qu'une seule source d'énergie extérieure – celle du Soleil qui est utilisée par les « producteurs primaires », avec la photosynthèse. Puis, l'ensemble des êtres vivants recyclent cette énergie et cette production primaire, avec une très grande efficacité. Comme les forêts tropicales dont la luxuriance contraste avec leurs sols souvent peu profonds. Ce recyclage permet la pérennité de l'écosystème planétaire sur des milliards d'années. (Et le mauvais esprit rappelle que les cycles sont aussi alimentés par la tectonique des plaques et le volcanisme qui proviennent de la chaleur interne de la Terre [due sa formation initiale et à la radioactivité](#)).

Les réseaux ? Gaïa 1.0, c'est pour beaucoup les réseaux formés par les transferts horizontaux d'informations génétiques entre bactéries et la redondance dans les recyclages, permise par la biodiversité, qui font les flux biogéochimiques. L'hétérarchie ? Les acteurs de Gaïa 1.0 ne sont pas organisés selon une hiérarchie figée, mais entretiennent des relations de coopération sans subordination. L'importance des acteurs varie selon les durées et lieux (par exemple, les facteurs d'évolution climatique).

Gaïa 2.0, ce serait une gestion consciente de l'écosystème terrestre par une Humanité organisée pour cela. Et visant la pérennité de son habitabilité. Lenton et Latour admettent se méfier un peu d'une démarche « inspirée par la nature », estimant que les exemples du Darwinisme social, de la sociobiologie et du matérialisme historique ne sont pas probant (je reviendrai sur ce point en fin de note). Mais, ils suivent tout de même cette démarche.

Economie circulaire

Comment viser l'autotrophie ? Les technologies utilisées par les hommes extraient du sous-sol des matières premières – énergétiques, phosphates utilisés comme engrais ou métaux... – qui ne se renouvellent pas. Et sont très peu recyclées. Pire, leur usage produit une masse énorme de déchets qui, à l'inverse des « déchets » de la vie (végétaux et animaux morts), ne sont que très peu recyclés, soit par la technologie soit par les écosystèmes. Conclusion ? Il faut, disent les deux auteurs, que la technologie, pour devenir « *autotrophe* », recherche l'usage massif des sources d'énergies solaires. Vise l'économie « *circulaire* » par la transformation des déchets en ressources. Le tout par de nouvelles innovations.

L'équivalent du réseau bactérien ? Ce serait une mise en réseau « *autocatalytique* » d'agents

humains visant des énergies soutenables ou le recyclage afin de combattre le paradigme économique dominant centré sur les « *gains à court terme* ». Quant à l'hétérarchie, il faudrait que les différents pouvoirs (les auteurs évoquent Trump, Poutine, le GIEC et l'Etat de Californie, curieuse liste) agissent de concert pour le climat, affirment les deux auteurs.

Mais comment y arriver ? C'est là que Lenton et Latour avouent qu'ils ne savent pas trop quels conseils donner. Évoquent la nécessité d'être « *prudent* » en politique car « *nous ne pouvons nous attendre à connaître la meilleure solution en avance* ». Du coup, ils se contentent d'attirer l'attention sur la nécessité de disposer de « *senseurs* » pour traquer les changements environnementaux et les réactions des sociétés. Un peu court tout de même, bien que l'on n'atteigne pas la vacuité totale de l'appel à « sauver la planète » lancé récemment par un astrophysicien et une comédienne et signé par tant de personnalités (3). Critiquons donc un tantinet.

Darwinisme social et matérialisme historique

Commençons par ces curieuses références à de mauvaises tentatives de s'inspirer de la nature pour faire de la politique. Le darwinisme social ? Mais cette idée repose justement sur [une déformation radicale de la pensée de Darwin](#) au service d'une vulgaire idéologie, vieille comme les classes sociales, visant à faire accepter leur situation aux dominés sous prétexte qu'elle serait « naturelle » (ce qui, en d'autre temps, voulait également dire « selon le plan divin »). Bref, elle ne s'inspire pas de la nature. La sociobiologie ? Idem. Des racistes et des défenseurs des inégalités sociales existantes ont cru pouvoir s'appuyer sur l'étude des insectes sociaux ou des comportements animaux pour justifier des politiques ségrégationnistes mais là aussi il s'agit soit d'une maladie infantile de la sociobiologie (4), soit de déformations radicales de la science. Quant aux sources réelles du matérialisme historique (la vision marxienne de l'histoire, transformée en vulgate sous Staline lorsqu'il fallait s'inspirer de l'eau qui bout à 100°C pour démontrer la nécessité d'une révolution violente), elles ne se situent pas dans la nature, mais dans l'étude de l'histoire des sociétés humaines.

Zigouiller les humains en trop ?

Mais l'idée de s'inspirer de Gaïa 1.0 pour construire Gaïa 2.0 mérite une critique plus radicale encore. L'histoire de la vie sur Terre, dans une perspective gaïenne, n'est d'aucun intérêt pour réfléchir aux problèmes politiques posés par la dévastation de l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles utilisées par l'espèce humaine. Cette histoire, c'est celle d'une résilience de la vie, certes, sur plus de 3,5 milliards d'années, mais selon des processus sans rapports avec les besoins humains. Lorsque la photosynthèse bactérienne prend de l'essor et enrichit l'atmosphère en oxygène, elle provoque simultanément la disparition de la plupart des espèces adaptées à une atmosphère pauvre en ce gaz, et l'émergence d'autres espèces qui profitent de la montée de l'oxygène. Comment traduire un tel processus naturel en politiques climatiques ? On zigouille tous les humains en trop ? Lesquels ? Lorsque [Lovelock évoque une « Terre plus heureuse » si elle n'était habitée que par « un milliard d'êtres humains »](#) (5), on ne prend à douter de la pertinence du concept pour la décision politique. Du point de vue de Gaïa, une crise biologique de dix millions d'années qui débouche sur une biodiversité accrue, en quoi est-ce un problème grave lorsque l'on peut compter encore sur au moins un milliard d'années de Terre habitable ?

L'idée que l'on puisse trouver dans l'histoire de la vie et des processus naturels autre chose que des métaphores pour tenter d'éclairer des débats opposant des politiques – où se nichent des intérêts sociaux, économiques et financiers marqués par des jeux de dominations, des conceptions sociales et éthiques voire religieuses marquées par l'histoire – semble plutôt un refus de nommer ces intérêts, ces conceptions. Et de les affronter. Dire que nous avons besoin d'un recyclage des matières consommées par l'industrie, d'une agriculture qui utilise des moyens pérennes et cycliques et non un flux d'intrants, d'une régulation de notre nombre total, d'une protection d'espaces naturels laissés aux espèces sauvages ou non exploitées si l'on veut qu'elles existent... tout cela peut s'expliquer en utilisant les métaphores gaïennes. Mais lorsqu'il s'agit de nommer les obstacles politiques – économiques, sociaux, intellectuels, moraux ou religieux – et techniques ou de ressources naturelles à ces politiques, mieux vaut le faire directement que de faire appel à la métaphore si l'on veut que l'action s'ensuive.

Requins des mers et de la finance

Le cruel manque de précision et d'ambition d'actions par lesquels se termine l'article de Timothy Lenton et Bruno Latour est une conséquence inéluctable du chemin pris au départ. Ainsi, les [économistes sérieux sur le climat affirment qu'il faut, dans les pays riches d'abord, diminuer la consommation d'énergie](#) et non seulement espérer la décarboner. Est-ce possible dans un monde où les inégalités massives de revenus désignent la classe la plus aisée et la plus consommatrice d'énergie comme le modèle de réussite sociale à atteindre ? Dans un monde où la publicité fabrique en permanence de la frustration à la consommation d'objets et d'énergie et où cette même publicité est devenue la source de profits de multinationales majeures (Google, Facebook) devant lesquelles les gouvernements se prosternent (et leur permettent des évasions fiscales gigantesques) ? Rien, dans les métaphores gaïennes, ne permet une critique sociale efficace – après tout, les réseaux trophiques ne peuvent-ils pas aussi être hiérarchiques, et c'est pour cela qu'il faut protéger les requins des mers (et donc de la finance... si l'on veut s'inspirer de Gaïa) ?

L'apport majeur des sciences sociales et humaines à la construction d'une économie et de sociétés durables – donc adaptées au caractère fini des ressources naturelles et des écosystèmes dont nous dépendons – ne semble pas à rechercher dans la métaphore gaïenne. Mais relever plutôt du dévoilement des mécanismes sociaux qui gênent cette construction. Parmi lesquels certains des ressorts les plus importants de l'économie capitaliste actuelle (l'innovation permanente au service du profit financier, l'avantage comparatif des territoires débouchant sur leur spécialisation et les transports massifs, la publicité au service du consumérisme à outrance...) et des idéologies justifiant des inégalités monstrueuses de patrimoines et de revenus. Les SHS sont également indispensables à l'élaboration de modèles sociaux favorables à la sobriété dans la consommation de matières et d'énergie, rompant avec l'idéologie consumériste que le capitalisme exacerbe depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Une sobriété aussi nécessaire pour écarter la menace climatique et l'épuisement des ressources que la mise au point de technologies décarbonées, dont les limites sont posées autant par les contraintes naturelles que par notre inventivité. Pas sûr que Gaïa 2.0 soit le bon chemin pour réussir cette construction difficile.

Sylvestre Huet

NOTES:

(1) Timothy M. Lenton et Bruno Latour, *Science* du 14 septembre 2018.

(2) Pour une introduction à sa pensée, se reporter au livre « [l'Univers bactériel](#) », de Lynn Margulis et du fils qu'elle a eu avec Carl Sagan (Dorion Sagan), ancienne mais excellente présentation de la « coopération » dans l'évolution, versus la lutte de tous contre tous et de la sélection des plus aptes.

(3) [Appel lancé par Aurélien Barrau et Juliette Binoche](#) dans *Le Monde*.

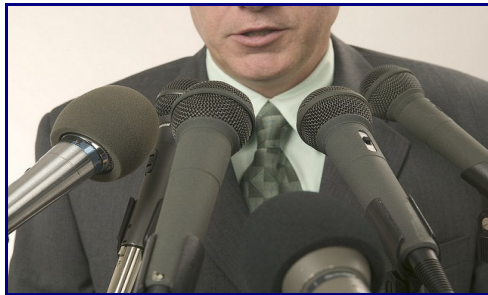
(4) Les quelques pages maladroites écrites par Edward O. Wilson à la fin de son livre de 1975 *Sociobiology a new synthesis* sur l'espèce humaine, sujet sur lequel ce spécialiste des fourmis n'avait pas vraiment de lumières particulières.

(5) [Newsweek](#), 31 mai 2015.

Transition énergétique : alerte aux journalistes partisans !

Par Michel Gay. [Contrepoints.org](#) 10 octobre 2014

Les Français attendent des médias, et particulièrement de France Culture, qu'ils soient plus objectifs.



La catastrophe de Fukushima, c'est-à-dire le tsunami qui a déferlé sur les côtes, se résume trop souvent dans l'opinion publique à l'accident nucléaire de la centrale du même nom à cause du remarquable travail de désinformation des grands médias attirés par les sirènes catastrophistes des antinucléaires. Ces derniers oublient systématiquement de rappeler que les 20 000 morts et les centaines de milliers de victimes sont dus à la submersion des terres et qu'il n'y a eu, et qu'il n'y aura, aucune victime due à la radioactivité selon l'Organisation mondiale de la santé. Les migrations forcées ont été en grande partie motivées par la dévastation du tsunami, et non par la contamination radioactive.

Que le citoyen moyen, non technicien, puisse « gober » les fantasmes des antinucléaires autoproclamés experts du domaine, passe encore. Mais que des journalistes, dont le métier est d'informer, puissent véhiculer ouvertement une attitude partielle et entretenir l'ignorance voire la peur irrationnelle, devient insupportable pour l'intelligence et la réflexion qu'ils s'honorent pourtant de valoriser.

Ainsi, par exemple, mercredi 30 Juillet 2014, le « 7-9 » de France Culture consacré à la transition énergétique, en résonance avec la présentation du projet de loi de Ségolène Royal au Conseil des Ministres, montre le refus d'aborder avec pédagogie et objectivité le sujet du nucléaire, traité en seconde partie du « débat ».

Le « débat », tel qu'annoncé par le journaliste-animateur Rafaël Bourgeois, qui affiche sa défiance vis-à-vis du nucléaire, porte sur l'absence de précision concernant la réduction de la

part du nucléaire dans le projet du Ministère de l'énergie et de l'écologie. Deux écolos anti-nucléaires farouches, par ailleurs familiers de cette antenne, sont invités « à en débattre » : Hervé Kempf, journaliste dissident du *Monde*, créateur du journal de l'écologie « Parterre », et Yannick Rousselet de Greenpeace. Où est le débat ?

Il n'y a notamment personne pour modérer le représentant de Greenpeace qui en profite pour affirmer des contre-vérités avec aplomb.

– Ainsi, selon lui, la production nucléaire, dans laquelle on n'aurait pas investi pendant des années, nécessiterait une forte élévation du coût de l'électricité, ce qui sous-entend une augmentation insupportable. Et bien sûr, rien n'est dit du coût des énergies complémentaires ou alternatives, ni de celui des économies d'énergie. Nos centrales nucléaires ont bénéficié d'une maintenance régulière leur permettant d'être rénovées au fil des décennies. Contrairement aux préjugés communs, cette modernisation permet aux plus anciennes centrales d'être adaptées au niveau des performances techniques et de sûreté les plus récentes. Ceci est vérifié et garanti par l'Autorité de sûreté nucléaire. Malgré ces investissements, ces installations conservent un coût de production plus faible que les centrales à énergies fossiles, et surtout que les éoliennes et les panneaux photovoltaïques qui produisent de manière intermittente. Ces derniers ne s'imposent qu'à coût de subventions prohibitives et d'obligations d'achat, coûte que coûte... Les autres producteurs sont pourtant indispensables pour compenser leurs brusques variations non maîtrisées au risque d'une perte de stabilité de l'équilibre production-consommation du réseau électrique.

– De plus, la France importerait son électricité de l'Allemagne. Voilà un argument déroutant pour le béotien qui a entendu pendant des décennies que la France était exportatrice nette d'électricité vis-à-vis de tous ses voisins grâce à son parc nucléaire ! Des journalistes devraient avoir la curiosité d'analyser l'évolution des échanges frontaliers d'électricité au cours des dernières années. Ils constateraient que le bilan import-export France-Allemagne, qui apparaît déficitaire, est en fait toujours positif. En effet, la Bavière, particulièrement pénalisée par l'arrêt de la moitié du parc nucléaire allemand après mars 2011, ne peut être alimentée massivement que via la Suisse. L'augmentation des flux d'importation d'électricité de la Suisse à partir de la France, et d'exportation corrélative de la Suisse vers l'Allemagne, sont explicites.



D'autres mensonges ou approximations, non relevés par l'animateur du « 7-9 », pourraient être cités. Il pourrait lui être reproché d'avoir préparé un pseudo-débat, un entre-soi, en n'invitant aucun professionnel du domaine susceptible d'apporter un contrepois aux écologistes, souvent

experts autoproclamés et professionnels de la désinformation. Les Français attendent des médias, et particulièrement de France Culture, qu'ils soient plus objectifs.

Cette industrie nucléaire, enviée et sollicitée à l'étranger, compte parmi nos plus grands fleurons et devrait constituer un motif de fierté et non de dénigrement. Elle est aussi depuis une trentaine d'années la garante d'une électricité relativement peu chère (deux fois moins chère qu'en Italie ou en Allemagne).

De plus, l'électricité d'origine nucléaire nous permet d'économiser quelque 40 Mds d'euros d'importation d'énergies fossiles (gaz et charbon) chaque année.

Le retour à un meilleur taux d'emploi en France passe aussi par la réinstallation en France de l'industrie dont la compétitivité est directement liée au prix de l'électricité.

Qu'une chaîne franco-allemande de télévision écolo-sympathisante comme Arte fasse des reportages avec un parti-pris systématique antinucléaire est de notoriété publique. Cette chaîne participe à la diversité des opinions. Mais si une grande radio d'information comme France Culture commence à diffuser des émissions partisans et orientées par une idéologie politique, fût-elle écologiste, alors il y a péril en la demeure.

La fonte du pergélisol menace la lutte contre le réchauffement climatique

Le Devoir.com avec AFP 17 septembre 2018



Photo: Catherine Hours Agence France-Presse Avec des températures moyennes supérieures de 1 °C par rapport à l'ère préindustrielle, le pergélisol a commencé à fondre, mais lentement.

La fonte du pergélisol, en libérant des gaz à effet de serre, pourrait mettre à mal les efforts entrepris pour limiter le réchauffement climatique, selon une étude publiée lundi.

L'Accord de Paris, conclu en 2015, prévoit de contenir ce réchauffement sous 2 °C, voire 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle.

Pour y parvenir, les États se sont engagés à limiter leurs émissions de gaz à effet de serre, alors que les effets du changement climatique sont de plus en plus visibles. Mais la Terre pourrait faire des siennes et contrecarrer ce projet.

Des experts de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA), basé en Autriche, ont inclus pour la première fois les émissions de gaz à effet de serre qui pourraient être relâchés par le pergélisol, ce sol gelé en permanence, dans des modélisations du changement climatique. Le résultat est inquiétant.

Le pergélisol couvre environ 25 % des terres de l'hémisphère nord, notamment en Russie et au Canada. Les quantités de méthane et de CO₂ qu'il emprisonne correspondent à environ 15 années d'émissions humaines.

« Par le passé, le changement climatique n'était pas suffisant pour déclencher le processus de dégel dans les hautes latitudes », explique Thomas Gasser, chercheur à l'IIASA et auteur principal de [l'étude parue dans *Nature Geoscience*](#).

Avec des températures moyennes supérieures de 1 °C par rapport à l'ère préindustrielle, le pergélisol a commencé à fondre, mais lentement.

Le phénomène va toutefois s'accélérer avec le réchauffement de la planète. D'autant que le monde n'est pas sur la bonne trajectoire pour respecter les objectifs de l'accord de Paris, qui pourraient être dépassés à court ou moyen terme.

Selon cette étude, avec la prise en compte des émissions de gaz à effet de serre relâchées par le pergélisol, l'objectif de 1,5 °C serait déjà hors de portée.

« Nous devons nous préparer à l'éventualité que nous ne puissions peut-être jamais revenir à des niveaux plus sûrs concernant le réchauffement », avertit M. Gasser.

Un problème des objectifs de l'Accord de Paris est qu'ils reposent sur l'hypothèse que le taux de CO₂ dans l'atmosphère et les températures vont évoluer au même rythme, selon le scientifique. Autre faiblesse : l'accord table sur le captage et le stockage du CO₂, des techniques qui ne sont pas encore au point.

Le pergélisol pourrait connaître ce que les scientifiques appellent un point de basculement : au-delà d'une certaine hausse des températures, il continuera à fondre et à relâcher des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, peu importe la baisse des émissions.

« Il existe le danger que, plus nous allons de l'avant, plus nous risquons de déclencher des phénomènes que nous ne comprenons pas », avertit M. Gasser.

L'humanité vient de connaître son année la plus sombre depuis plus de dix ans

par [Brice Louvet](#) 15 septembre 2018 [Sciencepost.fr/](#)

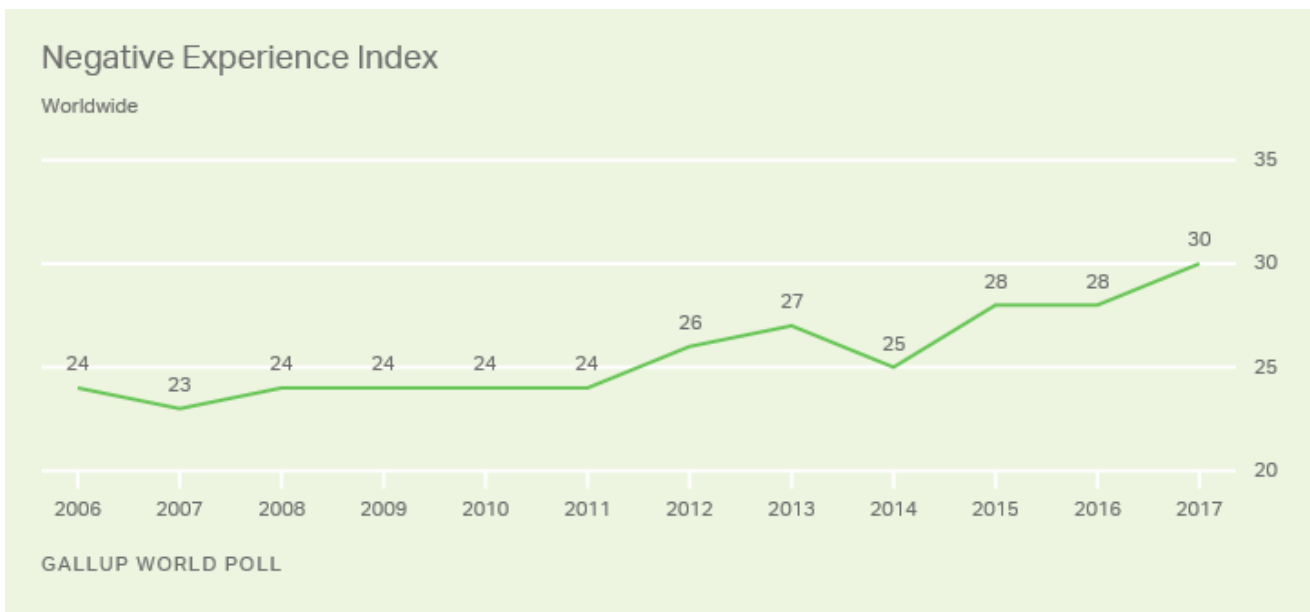
Negative Experience Index Worldwide in 2017



Crédits : Rapport Gallup Global Emotions de 2017

Vous vous sentez déprimé(e), stressé(e), ou en colère ? Vous n’êtes pas seul(e) : l’humanité vient de connaître son année la plus sombre depuis 2005 selon une enquête menée auprès de plus de 154 000 personnes à travers le monde.

Guerres, violences, crises politiques, réchauffement climatique... les raisons sont nombreuses. En 2017, l’humanité ne s’est jamais sentie aussi déprimée, triste et en colère que depuis 2005 comme nous le révèle le [Gallup Global Emotions Report](#). Plus de 150 000 personnes ont été interrogées à travers 145 pays. “C’est la première fois que nous constatons une augmentation significative des émotions négatives“, a déclaré Julie Ray, rédactrice en chef du sondage. “C’est plus élevé que nous l’avons jamais mesuré“.



Les niveaux d'expériences négatives n'ont jamais été aussi hauts depuis 2005. Rapport Gallup Global Emotions de 2017

On notera par exemple que les rapports de douleur physique et de tristesse ont tous augmenté d'un point de pourcentage en comparaison avec 2016. Les rapports de colère sont quant à eux restés inchangés. Au total, plus d'un tiers des sondés ont déclaré avoir connu beaucoup de soucis ou de stress en 2017. Un peu moins du tiers ont déclaré avoir éprouvé beaucoup de douleur physique et environ un cinquième ont déclaré avoir ressenti beaucoup de tristesse ou de colère.

Sur le plan géographique, les rapports d'émotions négatives sont plus importants en République centrafricaine et en Irak qui subissent des tensions politiques et militaires depuis de nombreuses années. Même constat dans la région subsaharienne où certains conflits ont entraîné des "crises de soins de santé croissantes" d'après le rapport.

Highest Negative Experiences Worldwide

2017

	Negative Experience Index
Central African Republic	61
Iraq	59
South Sudan	55
Chad	54
Sierra Leone	52
Egypt	47
Iran	45
Niger	45
Palestinian Territories	45
Liberia	44
Madagascar	44
Uganda	44

GALLUP WORLD POLL

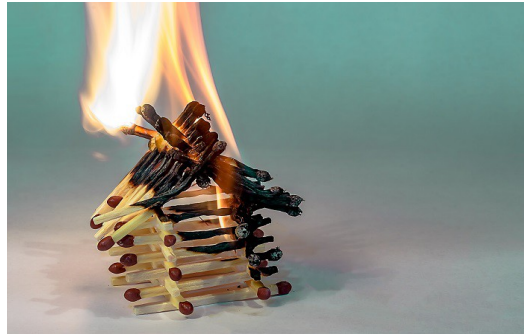
Classement des émotions négatives. Rapport Gallup Global Emotions de 2017

Si l'on observe une augmentation des émotions négatives, il est également à noter que les expériences positives n'ont pratiquement pas évolué depuis 2006. Côté émotions positives, le Canada, l'Islande, l'Indonésie et l'Ouzbékistan se positionnent dans le Top 12. Vous retrouverez tous les autres pays au sommet de ce classement en Amérique latine, Paraguay en tête.

Ces pays où nous ne pourrons bientôt plus vivre à cause de la chaleur

Concepcion Alvarez , NovEthic.fr/ 18 septembre 2018

Paris vient de battre un record : celui des journées à plus de 25°C. Nous en sommes à 88 (contre 87 en 1943 et 82 en 2003), ce qui confirme que le changement climatique est bel et bien en cours. Si la France restera habitable malgré une hausse du mercure, certains pays n'auront pas cette chance. C'est le cas par exemple de la Chine dont une partie sera inhabitable à partir de 2070



Les vagues de chaleur humide, qui vont se multiplier à la fin du siècle, seraient d'une violence telle qu'elles tueraient des gens en bonne santé en seulement six heures. @Pixnio

L'une des régions les plus peuplées du monde pourrait bien devenir inhabitable d'ici seulement cinquante ans sous l'effet des fortes chaleurs. [Selon une étude du MIT](#), publiée le 31 juillet, la Plaine du nord de la Chine - et ses 400 millions d'habitants - sera l'endroit le plus menacé sur Terre par les vagues de chaleur mortelle d'ici 2070.

Cette région, qui est aussi l'une des plus grandes plaines agricoles, subira un dommage collatéral de l'irrigation. Celle-ci entraîne une plus forte humidité en raison de l'évaporation de l'eau dans l'air et une hausse de la température moyenne de 0,5 °C. Or, de récentes études ont montré que les effets les plus dangereux de la chaleur résultent d'une combinaison de température et du niveau d'humidité.

"Cet endroit va être le plus menacé au monde par les vagues de chaleur mortelles à l'avenir, en particulier sous l'effet du changement climatique", explique le professeur Elfatig Eltahir du MIT. D'ores et déjà, le réchauffement dans cette région au cours des cinquante dernières années a été deux fois plus important que la moyenne mondiale (0,24°C par décennie contre 0,1°C). En 2013, les vagues de chaleur extrême y ont duré jusqu'à 50 jours, et les températures maximales ont atteint 38°C par endroits.

QUELS SONT LES PAYS OÙ ON NE POURRA PLUS VIVRE À CAUSE DE LA CHALEUR ?

Brésil, Venezuela, Nigeria :
vagues de chaleur mortelles
plus de 300 jours/an d'ici la
fin du siècle.

Plaine du Nord en Chine :
région la plus menacé par
les vagues de chaleur
mortelles en 2070.



Et en France ?
1 été sur 2
similaire à celui
de 2003, jusqu'à
55°C dans
certaines régions,
qui resteront
vivables.

Golfe persique :
étés à 45°C de
moyenne, pics de
chaleur humide
proches de 80°C
d'ici 2100.

Asie du Sud :
inhabitable d'ici
2100. Vague de
chaleur de 2015
: 3 500 morts.

Sources : Nature, Science Advances, MIT, Météo France
Réalisation : Conception Alvarez

novethic.fr

Jusqu'à 80°C

Ces mêmes chercheurs ont estimé en 2015 que les pays du Golfe persique subiraient également fortement les conséquences d'une hausse de la température moyenne. Ils estiment qu'en été, il

pourra faire 45°C en moyenne et jusqu'à 80°C lors des pics de chaleur humide.

"Ces vagues de chaleur et d'humidité pourraient être si sévères qu'être simplement dehors pendant quelques heures serait fatal", résumant les experts. Le corps humain est capable de s'adapter à des températures extrêmes, notamment grâce à la transpiration, mais pour cela, il faut que la température de condensation, qui combine la température et l'humidité, "reste sous un seuil de 35°C", un seuil qui sera fréquemment dépassé.

L'Asie du Sud, où vit un cinquième de l'humanité est également concernée. Ainsi, si les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter au rythme actuel, l'Indonésie, les Philippines, le Sri Lanka, le sud de l'Inde, mais aussi le nord du Brésil, le Venezuela, le Nigeria et la plupart de l'Afrique de l'Ouest affronteraient des vagues de chaleur mortelles plus de 300 jours par an d'ici 2100, [alertait une étude publiée l'été dernier](#). L'été 2018 ne semble donc être qu'un avant-goût de ce qui sera bientôt la norme...

SECTION ÉCONOMIE



Ray Dalio: la prochaine crise financière aura un impact social et politique plus sévère

Publié le 18 septembre 2018 à 07:00:10 / 1 commentaire / 653 vues

Selon le fondateur de Bridgewater, les investisseurs devraient jouer la carte de la prudence. Il a déclaré : « Je pense qu'elle sera plus sévère en termes politiques... Lire la suite



10 ans après Lehman Brothers, l'économie mondiale est encore plus endettée !!

Publié le 18 septembre 2018 à 13:00:25 / 0 commentaire / 165 vues

Dix ans après le début de la crise des subprimes, il y a-t-il encore des raisons de s'inquiéter ? Les précisions en plateau de la journaliste Alexandra Bensaïd... Lire la suite



Nicolas Chéron: "Trump va taxer 200 milliards de produits chinois à 10% à partir du 24 sept puis 25% à partir du 1er janvier 2019"

Publié le 18 septembre 2018 à 07:36:56 / 1 commentaire / 470 vues

Nicolas Chéron: "Trump va taxer 200 milliards de produits chinois à 10% à partir du 24 septembre puis 25% à partir du 1er janvier 2019. Il promet aussi

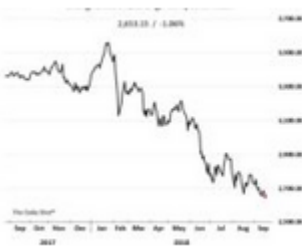
267... Lire la suite



Selon Bloomberg, la dette mondiale vient d'atteindre un nouveau sommet historique à 250.000 milliards \$

Publié le 17 septembre 2018 à 19:59:35 / 5 commentaires / 934 vues

Selon un récent article du site Bloomberg, la dette mondiale vient d'atteindre un nouveau sommet historique à 250.000 milliards de dollars, ce qui représente environ... Lire la suite



La forte chute du marché Boursier Chinois résumée en 1 graphique

Publié le 17 septembre 2018 à 19:35:52 / 0 commentaire / 838 vues

La guerre commerciale sino-américaine met les bourses chinoises sous pression. Au travers du graphique ci-dessous, observez la dégringolade de l'indice boursier phare... Lire la suite



Washington discute en secret avec des dissidents vénézuéliens d'un possible renversement de Nicolas Maduro

Publié le 17 septembre 2018 à 18:17:25 / 10 commentaires / 687 vues

L'exode des Vénézuéliens se poursuit et inquiète l'Amérique du Sud. Une nouvelle étape vient d'être franchie : le secrétaire général de... Lire la suite

Selon JP Morgan, la prochaine crise aura lieu en 2020

Source : Fortune.com publié Par [Or-Argent](#)- Sep 18, 2018



Quelle sera la gravité de la prochaine crise ? JP Morgan a sa petite idée sur la question. 10 ans après l'effondrement de Lehman Brothers, un événement qui a mis le feu aux poudres des marchés pour engendrer l'adoption de toute une série de mesures d'urgence, les stratèges de la banque américaine ont créé un modèle dont l'objectif est de prédire le timing et la sévérité de la prochaine crise financière. Selon ce modèle, elle devrait avoir lieu en 2020.

La prochaine crise devrait être moins aiguë que la précédente

La bonne nouvelle est que la prochaine crise devrait être moins douloureuse que les précédentes, d'après les analystes. La mauvaise nouvelle est que la réduction de la liquidité sur les marchés financiers depuis l'implosion de 2008 est une inconnue dont il est difficile de prédire l'impact.

Le modèle de JP Morgan fait ses prédictions sur base de la longueur du cycle économique en cours, de la durée potentielle de la récession à venir, de l'endettement, de la valorisation des actifs ainsi que des niveaux de dérégulation et d'innovation financière d'avant la crise. Sur base d'une récession de longueur moyenne, le modèle a calculé la performance potentielle des différentes classes d'actifs durant la prochaine crise, d'après la note publiée par les analystes de la banque.

- Le modèle prédit une baisse des marchés actions américains d'environ 20 %.
- La prime sur les taux des obligations corporate devrait bondir d'environ 1,15 %.
- Les prix de l'énergie devraient chuter d'environ 35 %, des métaux de base d'environ 29 %.
- L'écart entre les taux des obligations américaines et des émergents se creuser de 2,79 %.
- Les Bourses des émergents devraient s'effondrer de 48 %, tandis que les monnaies de ces pays devraient baisser de 14,4 %.

« Quel que soit l'actif, ces projections semblent bien modestes par rapport à celles du GFC, peu alarmantes par rapport à ce que nous avons connu par le passé en cas de récession ou de crise », ont écrit les stratégestes de JP Morgan John Normand et Federico Manicardi. Ils ont relevé que durant les récessions et les crises qui ont suivi, le S&P recule en moyenne de 54 % par rapport à son plus haut. *« On devrait tout de même s'approcher des normes historiques en raison de l'inconnue posée par des marchés structurés de façon telle que la liquidité est moindre. »*

Craines concernant la liquidité

Leur collègue Marko Kolanovic avait conclu précédemment que la baisse de popularité de la gestion active en raison de la montée en puissance des indices, des ETF et des stratégies quantitatives augmente le risque de perturbation sur les marchés. Avec ses collègues, il a rédigé une note ce lundi concernant la potentielle « grande crise de la liquidité » à venir.

« Le basculement entre la gestion active et passive des investissements, notamment le déclin des investisseurs actifs à la recherche de valeur, réduit la capacité du marché à prévenir et à se relever d'une grosse baisse », ont écrit Joyce Chang et Jan Loeys dans une note publiée ce lundi. La gestion active ne représente qu'un tiers des investissements, alors que certaines entités vont jusqu'à peser 10 % des volumes totaux, selon les estimations de JP Morgan.

Ce changement a *« éliminé de grandes réserves prêtes à être investies dans l'achat d'actifs bon marché, pour ainsi mettre un terme à une chute des prix »,* ont averti Chang et Loeys. (...)

Au-delà de l'aspect de la liquidité, Normand et Manicardi ont cité la longueur de la prochaine récession parmi les gros points d'interrogation, néanmoins cruciaux, pour évaluer l'impact de la prochaine crise. Plus la récession est longue, plus elle érode les marchés, selon l'analyse des

récessions antérieures.

« *La durée de la récession est un facteur important de l'impact sur le rendement. Cela devrait faire écho aux craintes de certains investisseurs qui se demandent si les décideurs disposeront des armes monétaires et fiscales pour extraire les économies de la prochaine récession* », ont-ils écrit.

La « mission suicide » de l'économie américaine

Rédigé le 18 septembre 2018 par [Bill Bonner](#)



De grands professionnels ont quitté les marchés et se sont mis sur le banc de touche. Les finances publiques américaines sont en proie à l'anarchie.

C'est une séparation inhabituellement nette : l'argent intelligent et l'argent idiot semblent se quitter.

Ces derniers jours, les nouvelles semblaient particulièrement joyeuses. Les actions américaines ont grimpé suite à une vague de données positives du côté de l'emploi et des sondages d'opinion.

Le Dow se trouve désormais à 500 points d'un nouveau sommet historique — ce qui signifierait une reprise du marché haussier qui a commencé en mars 2009... ou en août 1982, selon la manière de calculer ses origines.

Rappelez-vous que peu d'investisseurs — à moins d'avoir de la chance ou d'être très bien conseillés — gagnent de l'argent en jouant sur les petits mouvements de marché... ou en choisissant des actions qui se révèlent être le nouvel Apple ou le nouvel Amazon.

Au lieu de cela, ils se positionnent au bon moment... et conservent leur position... laissant la « tendance primaire » les amener là où ils veulent aller. La tendance primaire a porté les actions du Dow de moins de 1 000 points en 1982 à 26 000 points aujourd'hui.

Aujourd'hui, de nombreux investisseurs s'attendent à ce que cette tendance se poursuive. Ils

pensent que l'économie est vigoureuse et qu'elle ira en s'améliorant. Après tout, c'est ce que dit le président des Etats-Unis — et il est bien placé pour le savoir, non ?

L'indice Smart Money Flow de Bloomberg nous dit que les pros sortent du marché depuis six mois.

Cette semaine, Roubini, Tepper, Dalio et Gundlach — tout un groupe de gourous — ont annoncé qu'ils passaient baissiers ; la fin du boom du crédit arrive, disent-ils. C'est peut-être pour bientôt.

Évidemment, impossible de réellement déterminer qui est l'argent intelligent et qui est l'argent idiot tant que l'avenir ne s'est pas révélé.

Mais nous avons tendance à penser que l'argent intelligent sera celui qui reste sur le banc de touche. Nous pensons aussi que la frontière — entre idiot et intelligent — passera par la politique, où les passions ont pris le mors aux dents.

La politique est devenue un « trou noir » qui aspire l'argent

« Je n'ai jamais vu les gens s'énerver autant sur la politique », nous dit un vieil ami, venu nous rendre visite en Irlande. « Dans certains endroits, si vous osez dire quelque chose de positif sur Trump, ils vous haïssent immédiatement. Dans d'autres, si vous osez le critiquer, ils vous haïssent tout autant ».

De nombreux investisseurs sont certains que les choses vont en s'améliorant et que cela ne va pas s'arrêter — « au-delà du plein emploi »... 4% de croissance du PIB... la Chine va céder — tout cela sous l'oeil vigilant du commandant-en-chef.

D'autres sont certains que ce n'est rien de plus que de la télé réalité : arrangé, manipulé, et, en fin de compte, factice.

A la *Chronique*, nous ne nous intéressons pas à la politique... sinon pour la mépriser. Notre sujet, c'est l'argent.

Mais aujourd'hui, la politique exerce une attraction rare et pernicieuse sur le monde de l'argent, comme une étoile noire aspirant une planète et causant sa mort.

Le gouvernement américain est le plus gros intervenant sur les marchés financiers. C'est aussi lui qui dépense le plus.

Ses politiques budgétaires stimulent ou étouffent l'économie. Sa banque — la Fed — bidouille la masse monétaire et le coût du crédit. Et soudain, sous la direction de la star de la télé réalité Donald J. Trump, le gouvernement fait des choses remarquables.

Il augmente les déficits budgétaires alors que les économistes traditionnels affirment qu'il devrait les réduire. Il lance une guerre commerciale alors que seul un charlatan — le conseiller au commerce Peter Navarro — pense que cela en vaut la peine.

Il vide ses coffres et ses greniers à grain alors que les vétérans conseillent d'épargner pour les temps difficiles.

« C'est déjà assez malheureux que les déficits augmentent à ce stade avancé du cycle, mais en plus, nous augmentons les taxes et les taux d'intérêt », déclare Jeffrey Gundlach, fondateur de

la société d'investissement DoubleLine Capital.

C'est « une mission suicide », ajoute-t-il. « Cela augmentera la pression sur le déficit et créera un cycle d'auto-renforcement de la hausse de la dette et des taux ».

Nous sommes aussi dans les premières phases d'une guerre commerciale. M. Trump est d'avis que le commerce mondial est un concours gagnant-perdant. Il pense que l'on gagne grâce à des négociations brutales, en faisant perdre son opposant.

Il y a quelques jours, le président américain a envoyé un tweet : « nos marchés grimpent, les leurs s'effondrent », a-t-il fanfaronné.

Mais le commerce n'est pas un accord gagnant-perdant. C'est un accord gagnant-gagnant. Ce sont ces accords gagnant-gagnant qui sont au cœur du capitalisme, du progrès et de la civilisation. Transformer le commerce en accord gagnant-perdant garantit que les deux parties perdront du terrain.

Anarchie financière

Les barrières commerciales font augmenter les prix. L'augmentation des prix signifie que l'inflation et les taux d'intérêt grimperont aussi. Des taux en hausse, cela veut dire que les autorités devront payer plus pour financer des déficits toujours plus profonds — exactement ce dont le président US nous a gratifiés.

Le mois dernier, les autorités américaines ont emprunté 214 milliards de dollars. Elles ont dépensé 433 milliards de dollars, dont 32 milliards de dollars d'intérêt sur la dette nationale.

En d'autres termes, la moitié de ce qu'elles ont dépensé était emprunté. A mesure que les taux d'intérêt augmentent pour atteindre l'objectif de la Fed, ces 32 milliards de dollars se transformeront en 50 milliards de dollars. Annualisés, cela représente 600 milliards de dollars par an — soit approximativement deux mois de recettes fiscales.

Et lorsque la prochaine récession se produira... attention la tête.

Les déficits se creuseront, de 1 000 milliards de dollars à 2 000 Mds \$. La dette gouvernementale grimpera en flèche, à 30 000 milliards de dollars. Et les intérêts — 4% — absorberont les recettes fiscales de janvier jusqu'à avril.

C'est comme si une sorte d'anarchie financière s'était répandue dans le pays. Personne ne sait exactement quoi en comprendre... ou quoi en attendre.

Mais à mesure que l'incertitude augmente, les convictions des gens se cristallisent.

Un côté pense que nous sommes en route vers le paradis, et achète des actions. L'autre côté voit clairement « Enfer » écrit sur le billet, et vend.

Nous verrons bien où nous échouons...

Guerre commerciale et guerre des nerfs

Rédigé le 18 septembre 2018 par [Simone Wapler](#)

Trump tire d'autres boulets sur le front de la guerre commerciale. Les marchés financiers

risquent quelques dommages collatéraux.

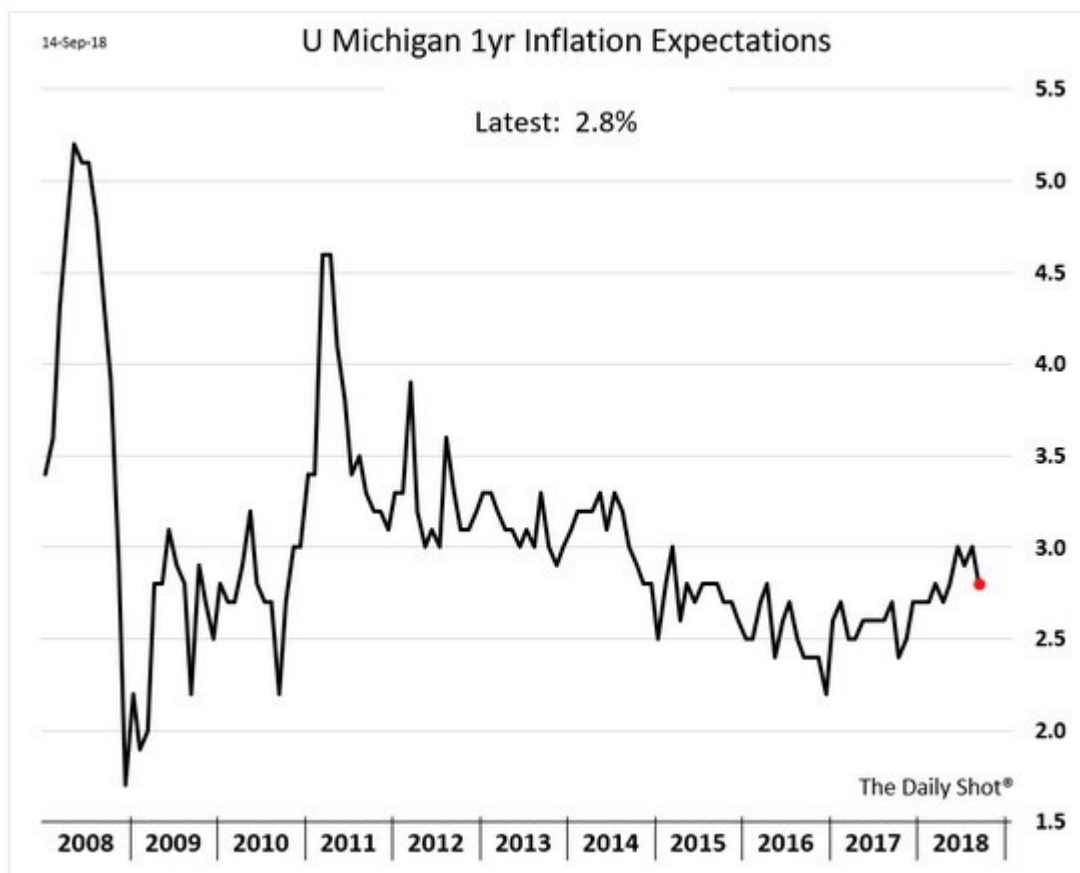
De nouveaux produits « *made in China* » devraient être taxés, des produits de consommation surtout, dont les substituts sont difficiles à trouver.

Les *rednecks* qui ont voté pour le renouveau de la grandeur de l'Amérique vont devoir mettre la main à la poche. Un taux de 10% devrait d'abord s'appliquer sur 200 milliards de dollars de marchandises dont plus de 78 milliards de dollars sont des produits de consommation. Le taux sera ensuite remonté à 25% au 1er janvier 2019.

Jusque-là, la « guerre commerciale » ne s'est pas traduite par un bond significatif des prix à la consommation ; mieux encore, les Américains ne s'en inquiètent pas dans le futur.

Anticipation d'inflation à 1 an selon l'université du Michigan

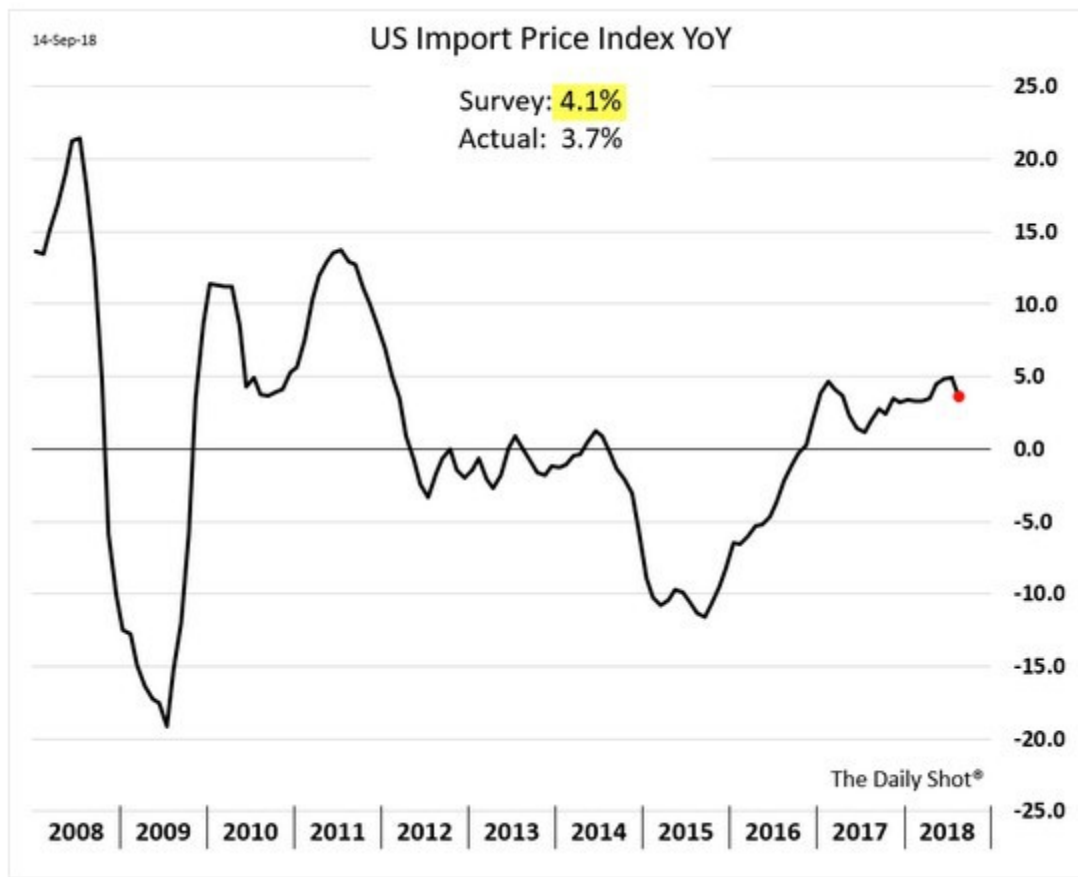
Dernier chiffre 2,8%



On les comprend car finalement les prix à l'importation sont restés sages :

Evolution annuelle des prix à l'importation aux Etats-Unis

Les anticipations s'établissaient à 4,1% mais le chiffre réel serait de 3,7%.



Dans les faits, la hausse du dollar, sous l'effet des hausses de taux directeur de Jerome Powell aux leviers de la Fed, a compensé l'augmentation des droits de douanes.

Tout cela est bel et bon, me direz-vous mais ce sont les affaires des Américains, pas les nôtres. En quoi cela change-t-il notre façon d'investir ?

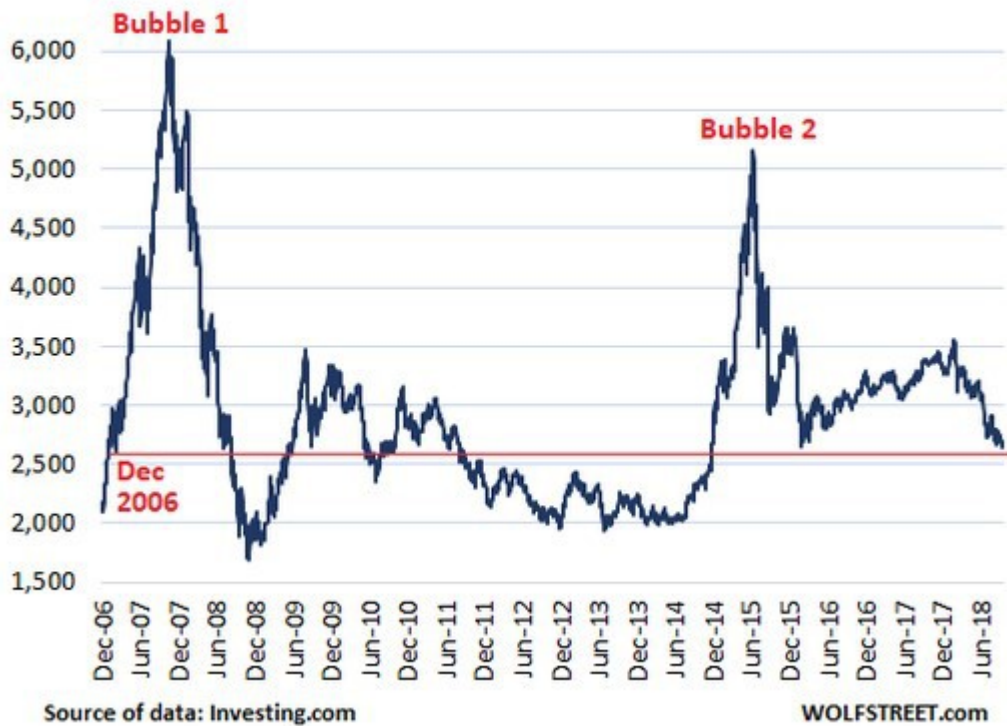
La déroute de Shanghai

Il me semble qu'il faut prêter attention aux marchés d'actions chinois. Depuis le début de l'année, l'indice composite de Shanghai est en forte baisse : -25,5%.

Et comme le souligne [Wolfstreet](#), à long terme, la Chine a l'air de se « japoniser »... La Bourse chinoise ne s'est jamais remise de 2008.

Évolution de l'indice composite de Shanghai entre 2007 et 2018

Shanghai Composite Index, 2007-2018



C'est plutôt une mauvaise nouvelle pour les partisans du credo de la croissance mondiale synchronisée et autoentretenu...

Mais selon le *Financial Times* du jour, « rien ne se passera avant les élections de mi-mandat ». Les camarades-capitalistes-chinois espèrent que Trump en sortira affaibli et que la grogne va monter du côté de ses supporters.

Peut-être... mais où qu'on regarde, le rapport risque/rendement des marchés actions se dégrade. [Hier je vous parlais de la corruption chez Amazon](#). Sur cette nouvelle, la valeur a reculé de plus de 3% en séance. Pourtant, même après cette correction, elle se négocie encore à 173 fois ses bénéfices !

A long terme, ni les barrières douanières ni les impôts ne « redonnent sa grandeur » à un pays. Nous, les contribuables français, payons tous les jours pour le savoir... A long terme, création monétaire et droits de douane ne font que ressusciter que l'impôt-inflation.

Selon Bloomberg, la dette mondiale vient d'atteindre un nouveau sommet historique à 250.000 milliards \$

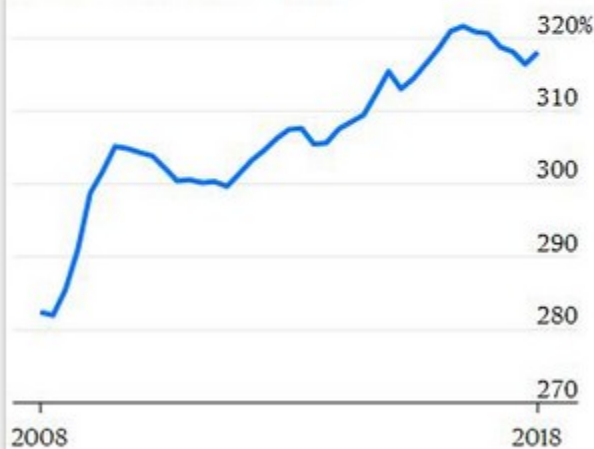
Le 17 Sep 2018 à 19:59:35 / 5 Commentaires / 938 vues

👍 0 👎 0 📄 0

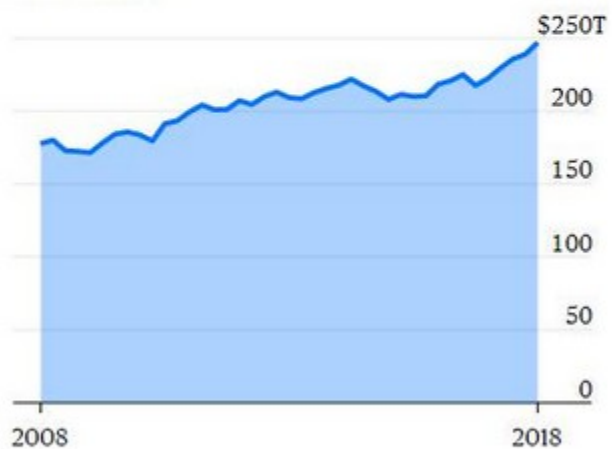
Selon un récent article du site Bloomberg, la dette mondiale vient d'atteindre un nouveau sommet historique à 250.000 milliards de dollars, ce qui représente environ 318% du PIB mondial.

The World's \$250 Trillion Debt

Debt as a percentage of GDP



Nominal debt



Les gouvernements sont en faillite, les dettes augmentent maintenant à un rythme exponentiel. Cette phase d'endettement de plus d'1 siècle touche à sa fin. Préparez-vous au pire !

Source: bloomberg

Trump frappe fort, très fort. Trump détruit le système d'après 1971. La fin de la machine à produire des dollars.

Essai de Bruno Bertez, 18 septembre 2018

Lisez le texte ci dessous, il va très loin, beaucoup plus loin que les médias et les élites ne l'imaginent.

je ne suis pas un fanatique du libre échange et des thèses idéologiques sur les bienfaits du commerce international, mais cela ne m'empêche pas de penser que Trump joue avec le feu, et qu'il le fait pour des raisons qu'il ne soupçonne même pas et que de toutes façons il ne comprendrait pas.

Ce en sont pas les choix de Trump qui me choquent, je pense comme lui qu'il faut donner un coup d'arrêt à une forme de globalisation trop chaotique, trop génératrice de

déséquilibres, bref trop dangereuses. La globalisation s'est effectuée selon des priorités qui ne sont pas celles des peuples, elle a entraîné un développement inégal et une pause est nécessaire, pas une fuite en avant.

Mais il faut le faire en évaluant toutes les conséquences du processus de limitation du mouvement global. Il faut le faire en comprenant tout le système et en comprenant que si on touche une pièce de ce qui est un puzzle, alors c'est l'édifice qui de proche en proche va se disloquer.

Lisez jusqu'au bout.

Donald trump a frappé fort.

Il annonce qu'un catalogue de produits chinois importés aux Etats-Unis, d'une valeur de 200 milliards de dollars, sera taxé pour punir la Chine de « pratiques commerciales déloyales ».

Si l'on ajoute ce nouveau montant aux 50 milliards de dollars de produits chinois déjà frappés d'une taxe punitive de 25% cet été, **c'est environ la moitié du montant total de ce que les Américains achètent à la Chine qui sera ainsi soumis à un nouveau tarif douanier.**

L'administration Trump a décidé d'imposer 10% de taxe sur ces 200 nouveaux milliards de dollars jusqu'au 31 décembre et ensuite de passer à 25% dès le début de 2019.

Des pans entiers de l'économie américaine devraient sentir les effets de la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump avec Pékin que ce soit l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière, le secteur textile et bien sûr la distribution.

La Chine a déjà prévenu qu'elle riposterait en taxant environ 60 milliards de dollars d'importations américaines de plus, soit environ 80% du total de ce que la Chine achète à l'Amérique.

La liste, déterminée par les services du Représentant américain au commerce (USTR) après des semaines de consultations avec les entreprises américaines, compte 5.745 lignes entières ou partielles de produits.

Un inventaire à la Prévert

L'USTR n'a pas donné le détail des montants représentés par chacun des items mais elle avait précisé en juillet qu'elle frapperait des importations de produits en plastique à hauteur de 8,4 milliards de dollars, des machines électriques pour 64,8 milliards, des équipements ménagers à hauteur de 55,1 milliards et 25,8 milliards de dollars en fruits de mer et poissons. Ainsi seront taxées les importations de cuisses de grenouilles ou de poissons pour aquarium (d'eau fraîche ou de mer), des parcmètres, des mètres rubans, des microscopes pour la microphotographie, des tripodes, des boutons en caséine ou en acrylique et même des voiliers « pour les loisirs » et des habitations préfabriquées en bois. La liste complète remplit 193 pages au format PDF sans interlignes.

Les représailles vont arriver; c'est cela une guerre commerciale, l'escalade!

Toutefois, la Maison Blanche n'oublie pas que l'on est à seulement cinquante jours des élections législatives de mi-mandat qui s'annoncent difficiles pour le président Trump et les républicains, d'autant que de nombreuses voix s'élèvent également dans son camp pour s'inquiéter des effets potentiellement dévastateurs d'une guerre commerciale, politiquement et

économiquement.

De hauts responsables de l'administration ont souligné qu'ils étaient soucieux de la nécessité pour les entreprises américaines de trouver d'autres fournisseurs.

« Si les tarifs douaniers augmentent de 25% au début de l'année, vous aurez eu pratiquement six mois pour y préparer votre entreprise », a souligné l'un d'eux lors d'une conférence téléphonique avec des reporters lundi.

Pour rendre la pilule un peu moins amère, l'USTR a exclu de la liste 300 produits de grande consommation qui s'y trouvaient initialement. Les montres connectées, des produits textiles et agricoles ou encore les chaises hautes et les sièges automobiles pour enfants ainsi que les casques de protection pour les cyclistes échapperont donc à la nouvelle taxe.

Comme il est probable que les chinois vont décider des représailles, Trump va devoir d'ores et déjà préparer une nouvelle liste; c'est cela une guerre commerciale, une escalade.

En fait Trump annonce une forte taxe sur les consommateurs américains

Ce sont bien sur les consommateurs américains qui vont supporter le poids des nouvelles taxes, car les entreprises vont les répercuter dans leurs prix de vente comme cela a déjà commencé. Les taxes vont réduire sensiblement le pouvoir d'achat! Les droits de douane sont un impôt sur le consommateur il ne faut jamais l'oublier.

Il faudra des mois pour que l'on puisse apprécier les effets de ces décisions, leur transmissions dépendra de beaucoup de choses et en particulier de l'état des stocks des entreprises concernées. Pour l'essentiel les conséquences ne se produiront qu'après l'orgie des dépenses de consommation de fin d'année.

Trump tourne une page de l'histoire mondiale:

Nous l'avons expliqué maintes fois, Trump est en train d'aller bien au delà d'une simple guerre commerciale, il détruit le système monétaire et financier sur lequel on était depuis 1971; Il détruit le système Bretton Woods II.

Ce système consistait à laisser enfler les déficits US afin d'alimenter la demande mondiale , mais en contrepartie il aboutissait à ne pas exiger le remboursement des dollars ainsi envoyés aux producteurs étrangers. Les exportateurs vendaient des biens réels et les USA les payaient en promesses, en papier. En clair le système était expansionniste car il reposait sur une sorte de « crédit vendeur ». Le pouvoir d'achat réel des américains n'était jamais limité. A chaque déficit c'est une nouvelle ligne de crédit qui s'ouvrait.

L'étranger qui avait des excédents recyclait ses dollars sous formes d'achats de titres américains, valeurs du trésor, actions, obligations, titres de crédit, immobilier. Bref on était installé sur le paradoxe du joueur de billes; le joueur américain perdait toujours ses billes mais on les lui rendait pour que le jeu continue. Et plus il perdait de billes, plus la masse de billes hors des USA augmentait, ce qui donnait une impression incroyable d'aisance: la rareté était vaincue.

Cela satisfaisait tout le monde: les Américains qui ainsi surconsommaient allègrement , les producteurs exportateurs aux USA qui vendaient leurs marchandises, les gouvernements qui accumulaient des réserves, les USA qui finançaient leurs déficits et dépenses sans douleur. le

commerce mondial qui sans cesse se développait. Les USA finançaient le beurre et les canons, les autres, le ROW investissait, réduisait son chômage, accumulait des réserves de change , et même se payait des équipements militaires pour contester à long terme la domination américaine.

C'est cet ordre du monde que détruit Trump. Cet ordre était très favorable aux bourses.

Cet ordre du monde fondé sur l'inflation de signes monétaires américains , sur la négation des limites d'émission de monnaie et de créances en dollars, était très favorable pour les marchés financiers; les liquidités enflaient les cours boursiers, l'activité et la croissance des firmes étaient au dessus de ce qu'elles devaient être spontanément, les bénéfices des entreprises étaient supérieurs à ce qu'ils devaient être grâce à l'arbitrage international du travail et aux importations bon marché.

C'est ce système que détruit Trump. Bien entendu, c'est à terme. Mais il faut dire qu'il avait déjà trouvé ses limites avant Trump, car la crise de 2008 a pulvérisé la coopération internationale, réveillé le chacun pour soi, et restauré l'agressivité globale.

Le chacun pour soi si on veut, a refait surface. Nous l'avons prévu et écrit: « la crise de 2008 , bien que l'on ai essayé de jouer les prolongations , a ouvert la porte à une autre époque et cette autre époque sera marquée par le retour à la violence, aux guerres, aux mensonges, aux contrôles et malheur aux faibles. L'appétit pour le risque va progressivement disparaître. Le monde va redevenir frileux. Quand le butin devient plus maigre, les bandits s'entretuent » avons nous écrit dès le début de la crise.

Dans l'ordre ancien, la plupart des résultats étaient masqués ou travestis. Ainsi le recyclage des capitaux mondiaux issus des excédents des uns et des déficits des autres, ce recyclage se traduisait par une masse considérable d'argent en quête d'emploi. Cela faisait baisser les taux d'intérêt et incitait les banques à créer des véhicules de plus en plus sophistiqués , des véhicules très risqués mais dont la complexité masquait le risque. Ce phénomène a provoqué l'effondrement des primes de risque et de durée. Bernanke appelait cela un excédent d'épargne mondiale. Si le nouvel ordre va à son terme, alors, cet excédent d'épargne mondiale va disparaître, les taux d'intérêt mondiaux vont monter, voir galoper car le facteur risque va jouer cumulativement pour les faire grimper en rendant le monde plus fragile.

Certains pensent que ce seront les chinois qui vont volontairement déclencher cette hausse des taux en cessant de souscrire aux émissions du Trésor américains et même en en vendant, histoire de montrer à Trump qu'ils ont des moyens de rétorsion. Je ne crois pas à ce déroulement, il est stupide, inutile et dangereux et sera contreproductif pour les chinois. Ils se tireraient une balle dans le pied. La Reserve Federale américaine se substituera à eux pour souscrire aux émissions de valeurs du Trésor!

On s'achemine naturellement, organiquement vers une disparition de l'excès d'épargne mondiale, mais pour que les conséquences s'en fassent sentir il n'est pas besoin que les chinois agissent et prennent des mesures de rétorsion: le cours normal des choses va se charger de contracter la masse monétaire mondiale . La masse de dollars hors USA va continuer la contraction qu'elle a amorcé ces dernières années, le refinancement en dollars des grandes banques mondiales hors USA va devenir de plus en plus serré, bref on va vivre, étalé sur de nombreuses années l'inverse de ce que l'on a vécu, c'est à dire la raréfaction du dollar. Les

grandes banques mondiales et le « dollar short » des débiteurs en dollars vont faire mal, très mal. Tous ceux qui ont emprunté des dollars, que ce soit pour faire de l'ingénierie financière comme le « carry » ou pour investir, tous ceux là vont être shorts en dollars pour payer les intérêts et rembourser le principal; les refinancements, les roll over vont être plus difficiles. Les choix de Trump sont monétairement déflationnistes, c'est paradoxal, mais c'est ainsi.

Ce que Trump tue sans le savoir, c'est la machine à produire des dollars hors USA!

Après-Lehman : deux leçons apprises, une leçon perdue

Jean-Marc Vittori / **Editorialiste Le 17/09 à 15:57** Mis à jour le 18/09

Fabien Clairefond pour « Les Echos ».

La faillite de la banque Lehman Brothers a rappelé l'existence du risque systémique et permis d'ouvrir une nouvelle voie de politique économique. Elle a aussi révélé une effarante irresponsabilité.

Bien vu, Richard ! « *Nous sommes excités par les opportunités à venir* », écrivait-il début 2008. Et c'est vrai que nous avons été très excités. Comme l'avait prévu Richard, ou plutôt Dick Fuld, le patron de Lehman Brothers, dans [le rapport 2007 de sa banque](#). La crise financière de 2007-2008 et sa réplique européenne de 2011-2012 ont constitué des événements incroyables.

Pour des journalistes économiques, c'était l'équivalent du « Big One » pour les fondus de secousses sismiques (le « Big One » est le tremblement de terre qui risque un jour d'emporter la côte californienne). Aux « Echos », ce fut une époque passionnante de découvertes, de numéros spéciaux, de pédagogie, d'échanges - et parfois d'insomnies pour chercher à comprendre ce qui se jouait.

Corset desserré

Dix ans plus tard, la poussière est retombée. Entre-temps, le monde a beaucoup appris, même s'il est sorti d'une crise de la dette en accumulant plus de dettes encore. Deux leçons sont essentielles. La troisième n'a pas été retenue - et c'est donc sans doute là que se préparent les prochains chocs.

La première leçon semble évidente : la finance fait système. Elle est en cela très différente des autres secteurs de l'économie. Les constructeurs automobiles ne passent pas leur temps à se vendre des voitures. Si l'un d'eux s'effondre, les autres survivent. Il en est tout autrement dans la finance. Les banquiers passent leur temps à se prêter de l'argent. Si l'un d'eux tombe, il peut entraîner tous les autres. C'est ce qui a failli se produire avec la chute de la maison des frères Lehman.

On savait que la finance fait système au moins depuis les crises du XIX^e siècle. La tempête des années 1930 l'a rappelé avec force. Toute une série de dispositifs avait été mise en place dans la foulée : séparation des activités, coussins d'amortissement, surveillance des banques. Mais sous la pression des financiers, le corset a été desserré au fil du temps, en particulier pendant les années 1980-1990. Au début des années 2000, le « risque systémique » était considéré comme une curiosité.

Finance de l'ombre

C'est ici que les changements ont été les plus profonds. Les banques doivent désormais avoir beaucoup plus de noisettes. En dix ans, les [fonds propres](#) (dans leur définition « Tier-1 ») sont passés de moins de 4 % des crédits et placements des banques européennes et américaines à plus de 15 %, [soulignent les experts](#) du McKinsey Global Institute. Les régulateurs ont aussi créé des cousins de liquidité et des remboursements supplémentaires pour les établissements systémiques.

Ces réglementations microprudentielles ont été complétées par une couche macroprudentielle, où les autorités de tutelle tentent d'appréhender et de limiter les fameux risques de systèmes. Faut-il aller plus loin ? Le débat est vif. Dans les banques, le cadre réglementaire est déjà lourd, et effroyablement complexe. Le danger migre vers le « shadow banking », la finance de l'ombre composée des acteurs non bancaires et souvent non régulés qui participent au financement de l'économie.

Accepter un déficit persistant

La deuxième leçon porte non plus sur la banque mais sur la politique économique. Elle est claire - à défaut d'avoir été énoncée. Au plus fort de la crise, les deux grands leviers ont été actionnés à fond. Les déficits budgétaires ont explosé et les [taux d'intérêt](#) à court terme ont été ramenés à zéro.

Ensuite, il y a eu divergence. Les banquiers centraux ont exploré de nouveaux territoires, achetant massivement de la dette publique et privée. Au contraire, les gouvernants ont battu en retraite. Ils ont serré la vis budgétaire pour contenir le déficit et ainsi rassurer les investisseurs. Plus ils l'ont serré, plus la croissance a toussé, limitant, voire annulant la baisse du déficit.

Il y a trois ans, un économiste de l'Université de l'Indiana, [Eric Leeper](#), s'était taillé un franc succès en opposant « science monétaire » et « alchimie budgétaire ». En réalité, c'est l'inverse qui s'est passé. La politique budgétaire est restée douloureusement engoncée dans des règles rigides alors que la politique monétaire a réussi en fabriquant des mixtures inconnues. Lors de la prochaine crise majeure, la solution est simple : accepter un déficit persistant, la banque centrale étant prête à acheter les obligations d'Etat en cas de refus des investisseurs. « *Whatever it takes* », pour reprendre l'expression du patron de la Banque centrale européenne Mario Draghi. « *Quoi qu'il en coûte* », ce qui posera bien sûr d'autres questions.

Une amende ridicule

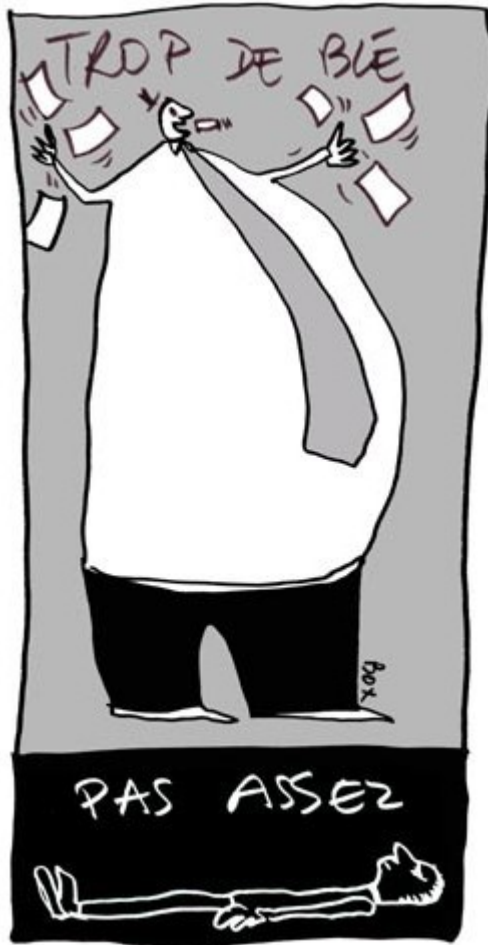
La dernière leçon porte sur la responsabilité. Elle est stupéfiante. Personne ne porte la responsabilité de la plus grande crise financière depuis près d'un siècle. Dick Fuld a rouvert une petite boutique de finance après la faillite de Lehman Brothers, alors que sa banque avait pris des positions terriblement risquées et trafiquait ses chiffres. Le cabinet d'audit qui avait certifié les comptes de Lehman, Ernst & Young, a payé [une amende](#) ridicule de 10 millions de dollars. Le directeur des risques d'une banque en faillite a retrouvé une autre direction dans une autre banque. Les agences de notation n'ont pas été sanctionnées pour [leurs conflits d'intérêts](#) (elles conseillaient les émetteurs de produits titrisés pour qu'ils obtiennent le meilleur [rating](#)). Les régulateurs qui ne voulaient plus réguler ont eu des moyens supplémentaires. Les économistes

qui vantaient la supériorité absolue du marché enseignant toujours dans les meilleures universités.

Cette impunité générale constitue un terreau parfait pour la prochaine crise financière. Comme elle a constitué un terreau parfait pour la crise politique des grandes démocraties, qui ne fait que commencer.

Le capitalisme est-il devenu obscène ?

Michel Santi 17 septembre 2018



Au sein de nos nations occidentales, grotesque est devenue la distribution des revenus et des richesses. Aujourd'hui, évidente est la collusion entre pouvoir politique et économique, et il est de notoriété publique que l'emploi n'est plus qu'une variable d'ajustement du capitalisme actuel. L'accord tacite et consensuel sur lequel prospérait jusque-là notre société a été foulé aux pieds. Ces 1% qui contrôlent l'économie et qui créaient en échange l'emploi et la croissance autorisant les études, les services de santé et les retraites ont transformé ce contrat social en un pacte avec le diable. L'intervention – voire la rébellion – du citoyen s'impose plus que jamais car il est certain que croissance et qu'emploi n'atteindront plus jamais les niveaux précédant la crise des années 2007-2008. La rupture de ce pacte, par ceux-là mêmes qui en profitaient le plus, fait que la masse des citoyens ne vivra plus jamais une vie décente car le peu de

croissance qui reste à lui jeter en pâture sera naturellement accompagnée d'inégalités aberrantes ponctuées de chocs réguliers d'instabilité financière.

La promotion de l'emploi, la Recherche & Développement ne sont désormais, et de loin, plus la priorité des entreprises cotées en bourse qui rachètent frénétiquement leur propre action fin d'en faire encore et toujours monter le cours pour faire gagner les actionnaires, déjà gâtés par le versement des dividendes réguliers. Dans un pays comme les Etats-Unis, ces rachats d'actions atteindront (selon Goldman Sachs) 1'000 milliards de dollars cette année, en hausse de près de 50% par rapport à 2017. Les 1% les plus nantis possèdent à eux seuls près de 70% des capitalisations boursières et les 90% les moins fortunés seulement 6% ! Ne nous masquons pas la réalité car les progressions boursières indécentes sont à la fois la condition sine qua non et la conséquence directe des inégalités choquantes mais hélas si familières de notre paysage occidental. Quant à celles et ceux qui sont en bas – qui n'ont « qu'à traverser la rue pour trouver un emploi » et qu'un ancien Président qualifiait naguère de « sans dents » -, « ils n'ont qu'à manger de la brioche » pour reprendre la fameuse répartie de Marie-Antoinette...

L'employé de McDonald's aurait eu droit à une augmentation annuelle de salaire de 4'000 \$ si son entreprise n'avait utilisé 21 milliards entre 2015 et 2017 pour racheter ses propres actions en bourse. Ceux de Starbucks 7'000 \$ de plus, et ceux de Home Depot 18'000 \$ de plus, etc... selon une analyse menée par la « National Employment Law Project » aux USA. C'est simple : les sociétés cotées US ont dépensé 60% de leurs profits entre 2015 et 2017 à ce petit jeu des « buybacks » pendant que les salaires de leurs responsables suprêmes étaient 127 fois plus élevés que leur salaire médian. Au cours des dix années écoulées ayant suivi la crise des années 2007-2008, nous avons donc assisté au sabotage en règle d'un pacte qui durait depuis le «New Deal » de Roosevelt et qui avait largement inspiré une Europe que l'on qualifiait autrefois de « sociale ». Ce même Franklin Delano Roosevelt qui mettait en 1938 en garde car – disait-il- « l'Histoire prouve que les dictatures ne prospèrent jamais sur des gouvernements qui réussissent ». A bon entendeur !

« Macron... pisse dans un violon !! »

L'édito de Charles SANNAT 18 Sep 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Le titre « Macron pisse dans un violon » n'est pas du tout une insulte à l'égard de notre mamamouchi présidentiel. Vous me connaissez, je donne dans l'impertinence niveau professionnel et artistique, mais pas dans l'insulte... Et puis j'ai peur de me faire casser la gueule par Benalla qui est plus costaud que moi, alors je ne la ramène pas.

En plus Anne Hidalgo ne va pas aimer mon titre, elle qui dépense les sous des parisiens et des parisiennes pour faire un clip proclamant qu'il ne faut « pas faire pipi dans Paris ».... j'en pisse encore de rire si je puis m'exprimer ainsi!

Non, quand je dis Macron pisse dans un violon, c'est par rapport à la réaction du brave citoyen qui, dans les jardins du Palais, s'est fait doctement expliquer par notre maréchal jupitérien que trouver du boulot c'était super fastoche, qu'il n'avait qu'à traverser la rue et se pointer dans tous les restaurants du coin avec sa mine enfarinée et qu'il croulerait sous les propositions d'embauche.

Notre jeune est resté très poli, genre gentil (faut dire que derrière, il y avait les sbires à la Benalla prêts à lui péter les rotules et autres articulations du corps humain) et a laissé braire le Président avec un « d'accord », qui voulait dire « pauvre con, tu ne sais vraiment rien de la vie dehors, alors pisse dans un violon, si c'était aussi simple, cela fait longtemps que j'aurais un boulot »...

C'est vrai. Et pourtant.

Macron a raison... dans sa logique et par rapport à ses informations erronées!!!

Devant lui, les patrons font les fanfarons, surtout les gus du Medef avec leurs pin's 1 million d'emplois... Hahahahahaha, quelle rigolade, quelle poilade... Il n'y a pas eu un million d'emplois en plus, mais un million de chômeurs supplémentaires... Et ils le savent très bien !!

Mais Macron a raison, ils ont plein de besoins, surtout à la plonge. D'ailleurs, Macron devrait aller dans les arrière-cuisines et les sous-sols... Je vais lui donner un secret. Il y a tout plein de sans-papiers pas déclarés et exploités qui y bossent hahahahaha....

Devant la clientèle, on embauche du déclaré (à peu près) qui présente bien et a déjà travaillé dans la restauration. Les entreprises ont beaucoup de mal à recruter... mais elles veulent des gens formés, pas cher, avec de l'expérience, parlant plusieurs langues, pour 1 000 balles par mois à Paris alors que le logement vaut 800 euros et le passe Navigo 70... Ben oui... Le problème des petits salaires à Paris, passez-moi l'expression, mais faut être très con pour accepter de bosser pour un salaire qui ne paye même pas un loyer.

Du coup, il se passe à Paris la même chose qu'à Londres... Les entreprises ne trouvent plus personne pour travailler à pas cher !

Hahahahaha et Macron fait la leçon...

Il y aurait bien une solution simple qui consiste à expliquer aux entreprises que pour trouver des candidats, il suffit d'augmenter les salaires, l'offre et la demande, machin toussa-toussa... Meuh... non, c'est trop compliqué pour le Medef, et ce n'est pas comme si on avait baissé la TVA de 20 à 10 pour les restaurateurs !

Re-hahahahahaha.

Et vous savez où est allée la différence ?

Sous forme de cash au black dans les coffres des banques.

Re-re-hahahahaha, et pin's 1 million d'emplois à la boutonnière.

Foutage de gueule quand tu nous tiens.

Y a-t-il du boulot ?

Oui.

A-t-on trop de paresseux ? Oui, vraisemblablement, mais ce n'est là qu'une toute petite partie du problème du chômage. Il y a ceux qui ne veulent pas travailler, ceux qui font des calculs économiques, ceux qui sont en incapacité psychologique de le faire et qui sont beaucoup plus nombreux que l'on ne croit, car les souffrances de la vie, souvent, bloquent les gens. Les causes

du chômage sont multifactorielles, et dans bien des cas, elles sont beaucoup plus « humaines » qu'économiques. Une réalité totalement occultée et très peu étudiée.

Les entreprises savent-elles recruter ?

Non, et elles s'y prennent comme des manches et ne veulent surtout pas augmenter les salaires.

Veulent-elles vraiment recruter ?

Non, sinon cela serait fait depuis bien longtemps, et 500 euros de plus par mois suffiraient à attirer du monde.

Le marché du travail est un marché.

J'aimerais voir notre phare brillant du Palais se lever à 4 heures du mat' pour rester debout toute la journée à courir pour servir les cafés pour 990 euros nets. Hahahahahahaha, j'imagine déjà sa tête le jour de paye... Chez Rothschild, les émoluments étaient tout de même plus intéressants... Je ne parle même pas d'être couvreur l'été à 70° sur la toiture, ou à -20 l'hivers.

Les entreprises trouveront des bras quand elles paieront la force de travail à hauteur de ce dont elle a besoin pour vivre dignement.

Pour le moment, la réponse de nos mamamouchis, c'est ouvrons les frontières, faisons venir des migrants, et embauchons-les dans les cafés, hôtels et restaurants (CHR). De la bonne chair fraîche à exploiter. Miam...

Enfin, parce que personne ne le dira à ce jeune homme, s'il veut mettre toutes les chances de son côté, il faut qu'il apprenne à s'habiller convenablement et à raser sa barbichette afin d'avoir une présentation qui soit acceptable pour un patron et des clients qu'il servirait.

Les entreprises commerciales ne sont pas des associations de réinsertion, et si le Président avait été véritablement courageux, véritablement subversif, s'il avait voulu rendre service à ce gamin et ne pas faire de la politique idéologique, il lui aurait dit ce que je dis à mes étudiants.

« Jeune homme, vous m'êtes fort sympathique, et dans la vie, quand on est en jogging au Palais de l'Élysée avec une sacoche Adidas en bandoulière, je n'ose imaginer la manière dont vous vous présentez à un employeur. Vous devriez déjà faire ce simple effort de présentation. » On ne lui demande pas d'être en costume trois-pièces.

C'est d'ailleurs l'ensemble de ces conseils, et de ces techniques que je peux enseigner à des jeunes qui m'ont permis d'écrire la méthode infaillible pour trouver un emploi qui est accessible aux abonnés à ma lettre STRATEGIES ([pour vous abonner et avoir accès à ce dossier et à tous les autres soit près de 30 documents, c'est ici](#))

Notre Président a oublié de dire à ce gamin que quand on se présente dans les restaurants, on y va en pantalon noir, en chemise blanche, pochette de CV à la main.

Alors oui, les entreprises sont souvent nulles, oui, il y a des problèmes de salaires, mais nous avons un immense, un terrible souci d'éducation de nos jeunes et de nos enfants à qui nous laissons croire par démagogie que s'abrutir de jeux vidéos, ne pas savoir parler convenablement français, avoir des accents « prononcés des quartiers populaires », être en

jogging-baskets, c'est être « cool ».

Sauf que la réalité, c'est qu'à un moment, la vie, elle sélectionne, et manifestement, elle ne sélectionne pas ce jeune homme qui n'a aucun code, pas parce qu'il n'a pas de chance, pas parce qu'il vient de là, d'ici ou d'ailleurs, mais parce qu'à un moment, la démagogie ambiante de ce pays met tous ces jeunes en situation d'échec parce que nous leur refusons ce que nous leur devons, à savoir une éducation et des exigences.

Ce garçon ne demandait pas à Macron du travail. Sa question était « pourquoi moi, je ne trouve pas de travail ». Sans doute parce qu'il s'y prend mal. Mais personne n'a le droit de le dire, parce que si on lui dit la vérité, alors on sera forcément un « phobe » ou un « iste » alors que c'est une évidence de bon sens. Ce garçon ne comprend vraiment pas pourquoi il n'y arrive pas et reçoit les refus comme autant de rejets et d'humiliations. Personne pour lui dire qu'on n'est pas devant des clients en jogging. Personne pour lui dire que la moitié des patrons pensent que les « personnes en surcharge pondérale » sont plus lentes (et qu'en s'habillant « ample » et au mieux, on atténue l'effet visuel négatif dans de grandes proportions), personne pour lui dire que l'accent de banlieue n'est pas souhaité à Montparnasse dans les belles brasseries que lui conseille notre Président, qui heureusement n'est pas conseiller à l'ANPE.

Macron veut envoyer ce gamin à l'abattoir. Il n'a aucune chance et c'est ce qu'il tente d'expliquer au Président... qui n'entend pas.

Donner un avenir à toutes nos filles et à tous nos garçons est un devoir collectif. Permettre à nos enfants de réussir n'est pas une option pour la société française, c'est une obligation. Pour cela, il faut dire la vérité telle qu'elle est, et tout, tout ou presque, est une question d'éducation et de codes. Ce n'est pas des cours d'éducation sexuelle qu'il faut, c'est des cours de ... comportement !

Hélas, dans notre monde actuel, nous préférons expliquer la cravate de notaire que le nœud de cravate à nos enfants.

Le résultat, nous l'avons sous les yeux. Un Président idéologue qui n'a rien compris expliquant à un jeune les mauvaises raisons pour lesquelles il ne trouve pas de travail. Un gamin qui lui-même ne comprend pas pourquoi.

En réalité, lorsque vous regardez la vidéo de cette rencontre, vous avez deux incompréhensions qui discutent ensemble, autant dire que cet échange n'a aucune utilité, il ne mène à rien et ne peut rien produire d'efficace.

Monsieur le Président, ne dites pas aux jeunes de traverser la rue pour aller bosser parce « yaka-faucon ». Dites-leur comment faire. Sinon, ils vous regardent et vos propos sont aussi utiles que quand on « pisse dans un violon ».

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

<p>Philippe Herlin</p> <h1>POUVOIR D'ACHAT</h1>  <p>UNE ENQUÊTE EXCLUSIVE</p> <p>EYROLLES</p>	<p>Philippe Herlin <i>Pouvoir d'achat : le grand mensonge</i></p> <p>Eyrolles, sortie le 4 octobre 2018 162 pages, 16 euros</p> <p>Dans toutes les librairies et sur Amazon, FNAC, Eyrolles, Place des libraires, Les Libraires, La Librairie, Decitre, Mollat, Leclerc</p> <p>En ebook (9,99 euros) sur Eyrolles, Amazon/Kindle, FNAC, iTunes</p> <p>> Téléchargez le Tableau Excel des prix</p>
---	---

4e de couverture :

Vous avez le sentiment que votre pouvoir d'achat régresse, que la hausse des prix est sous-estimée, mais année après année l'INSEE affirme que vous vous trompez. Ce livre va vous montrer que vous avez raison, chiffres à l'appui. Philippe Herlin a mené un travail d'enquête approfondi pour recueillir des séries de prix sur un demi-siècle, entre 1965 et 2015, dans les catalogues de vente par correspondance, les brochures publicitaires de supermarchés, les publications spécialisées. Le résultat est sans appel : depuis la fin des Trente Glorieuses, au milieu des années 70, le pouvoir d'achat des Français a diminué.

Au-delà des chiffres, des extraits d'articles de presse font revivre plusieurs moments-clés de ces cinquante dernières années, du premier choc pétrolier à la crise des subprimes en passant par la mondialisation et le passage à l'euro. Ils montrent, concrètement, comment nos habitudes de consommation et notre niveau de vie ont été impactés par le contexte économique. Pourtant, des solutions existent pour faire de nouveau progresser le pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés, et elles sont à notre portée.

Sommaire :

1ère partie > Inflation et pouvoir d'achat : interrogations et critiques

2e partie > Notre mesure de l'inflation et du pouvoir d'achat de 1965 à 2015 : la désillusion

3e partie > Comment augmenter le pouvoir d'achat ?